

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2443

16 décembre 2009

SOMMAIRE

@gents doubles S.A.	117263	Media Entertainment Communication Holding	117251
Bargitom S.A.	117261	Meridio Islamic Funds	117231
Biguel Invest S.A.	117260	NCRAM Loan Trust	117251
Bombardier Transportation Luxembourg Finance	117263	NCRAM Loan Trust	117251
CB Richard Ellis DH Co-Invest S.à r.l. ...	117226	Novate S.A.	117258
Compagnie Holding d'Investissement des Indes Occidentales S.A.	117264	Open Ocean S.à r.l.	117226
DWS Euro-Corp High Yield	117251	Opportunity Four	117251
Elite Advisers	117263	Otim S.à r.l.	117264
Faracha Equities	117264	Pradel S.A.	117264
Innova RS Holding S.à r.l.	117263	Reynolds Consumer Products (Luxembourg) S.à r.l.	117263
Invista European Real Estate Trust SICAF	117262	Rhône Uni-Euro 1 S.à r.l.	117226
Klépierre Luxembourg S.A.	117254	T Management	117264
LFS Multi-Family Office S.A.	117218	UniEuroRenta EM 2015	117251
		VB Hamm Spezialfonds Nr. 2	117262

LFS Multi-Family Office S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 115.083.

L'an deux mille huit, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme "LFS Multi-Family Office S.A.", établie et ayant son siège social à L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 115083, (la "Société"), constituée originellement sous la dénomination sociale de "ZELENA S.A.", suivant acte reçu par le Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglister (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 14 mars 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1152 du 14 juin 2006, dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglister (Grand-Duché de Luxembourg):

- en date du 8 février 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1006 du 30 mai 2007, contenant notamment le changement de la dénomination sociale en "LFS Advisory Services S.A.",

en date du 28 février 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1037 du 26 avril 2008, contenant notamment le changement de la dénomination sociale en "LFS Multi-Family Office S.A."

L'Assemblée est présidée par Monsieur Guilherme BEZERRIL, demeurant professionnellement à L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

Le président désigne comme secrétaire Madame Arlette SIEBENALER, employée privée, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Madame Annick BRAQUET, employée privée, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents.

Le président déclare et prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence qui, signée par le bureau de l'assemblée, les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants, resteront également annexées au présent acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant:

1. Augmentation du capital social à concurrence de quatre cent soixante-et-onze mille sept cent trente-six euros et quarante-deux centimes (471.736,42,- EUR) pour le porter de son montant actuel de quatre cent et un mille euros (401.000,- EUR) à huit cent soixante-douze mille sept cent trente-six euros et quarante-deux centimes (872.736,42,- EUR) sans émission d'actions nouvelles;

2. Souscription et libération intégrale par l'actionnaire unique;

3. Réduction du capital social de raison du même montant de quatre cent soixante-et-onze mille sept cent trente-six euros et quarante-deux centimes (471.736,42,- EUR) pour compenser, dans les conditions de l'article 69 (4) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, des pertes cumulées au 30 novembre 2008 à concurrence de quatre cent soixante-et-onze mille sept cent trente-six euros et quarante-deux centimes (471.736,42,- EUR);

4. Modification du le régime de signature statutaire afin de lui donner en conséquence la teneur suivante:

"La Société sera engagée par la signature de deux (2) administrateurs dont la signature de l'un des deux administrateurs-délégués chargés de la gestion journalière de la Société, ayant toute capacité pour exercer les activités décrites dans l'objet social ci-avant, conformément aux critères retenus par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF).";

5. Ratification de la décision du conseil d'administration prise en date du 11 décembre 2008;

6. Décisions de compléter les statuts par une version anglaise, qu'en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra; et de procéder à une refonte complète des statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions modificatives de la loi du 25 août 2006 ayant prévu, entre autre, la société anonyme unipersonnelle;

7. Divers

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de quatre cent soixante-et-onze mille sept cent trente-six euros et quarante-deux centimes (471.736,42,- EUR) pour le porter de son montant actuel de quatre cent et un mille euros (401.000,- EUR) à huit cent soixante-douze mille sept cent trente-six euros et quarante-deux centimes (872.736,42,- EUR).

Deuxième résolution

Il est constaté que la souscription et libération intégrale de l'augmentation de capital ci-avant réalisée ont été faites par l'actionnaire unique pour partie par un apport en numéraire et pour partie par un apport en nature comme suit:

- à hauteur de cent cinquante mille (150.000,- EUR) par un versement en numéraire de sorte que ladite somme de cent cinquante mille (150.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentaire par la remise d'une attestation bancaire;

- à hauteur de trois cent vingt-et-un mille sept cent trente-six euros et quarante-deux centimes (321.736,42,- EUR) par un apport en nature consistant en la conversion en capital d'une créance d'un montant de trois cent vingt-et-un mille sept cent trente-six euros et quarante-deux centimes (321.736,42,- EUR) que l'actionnaire unique a sur la société.

Conformément aux articles 26-1 et 32-1 (5) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, la valeur de cet apport en nature est établie par un rapport de la société MAZARS S.A., réviseur d'entreprises, ayant son siège social à 10A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, en date du 22 décembre 2008, dont les conclusions ont la teneur suivante:

"Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur de l'apport qui correspond au moins au nombre et au pair comptable des actions à émettre en contrepartie".

Ledit rapport, signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Troisième résolution

L'actionnaire unique décide de réduire le capital social de raison du même montant de quatre cent soixante-et-onze mille sept cent trente-six euros et quarante-deux centimes (471.736,42,- EUR) pour compenser, dans les conditions de l'article 69 (4) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, des pertes cumulées au 30 novembre 2008 à concurrence de quatre cent soixante-et-onze mille sept cent trente-six euros et quarante-deux centimes (471.736,42,- EUR).

La preuve de l'existence des pertes réalisées au 30 novembre 2008 a été donnée au notaire instrumentant par la remise d'une situation intermédiaire au 30 novembre 2008.

Suite aux résolutions qui précèdent, l'article cinq premier alinéa des statuts reste inchangé.

Quatrième résolution

L'actionnaire unique décide de modifier le régime de signature statutaire et de lui donner en conséquence la teneur suivante:

"La Société sera engagée par la signature de deux (2) administrateurs dont la signature de l'un des deux administrateurs-délégués chargés de la gestion journalière de la Société, ayant toute capacité pour exercer les activités décrites dans l'objet social ci-avant, conformément aux critères retenus par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF)."

Cinquième résolution

L'actionnaire unique décide de ratifier la décision du conseil d'administration prise en date du 11 décembre 2008 par laquelle M. Guillaume de Villenaut, juriste, né le 12 juillet 1974 à Nevers (France), demeurant au 37, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, a été coopté comme nouvel administrateur de la société avec effet au 30 décembre 2008 en remplacement de M. Laurent MULLER, administrateur démissionnaire. Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2013.

Sixième résolution

L'actionnaire unique décide:

- de compléter les statuts par une version anglaise,
- qu'en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra; et
- de procéder à une refonte complète des statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions modificatives de la loi du 25 août 2006 ayant prévu, entre autre, la société anonyme unipersonnelle:

"version anglaise:

I. Name, Duration, Object, Registered office

Art. 1. There exists a public limited company ("société anonyme") under the name of "LFS Multi-Family Office S.A." (the "Company"), governed by the relevant legal dispositions as well as by these articles of association (the "Articles").

Art. 2. The duration of the Company is unlimited.

Art. 3. The purpose of the Company is to undertake in the Grand Duchy of Luxembourg all transactions relating to the activities of corporate administration agent ("domiciliataire de sociétés") under Article 29 of the Law of 5 April 1993 on the Financial Sector (as amended), including counseling structuring heritage and economic and commercial representation, the study and implementation of restructuring projects, expansion, cooperation, merger and acquisition business and all transactions that are directly or indirectly related.

The Company may also provide company formation and management services ("prestation de services de constitution et de gestion de sociétés") seeks the provision of constitution and management of companies, as defined by Article 29-5 of the Law of 5 April 1993 on the Financial Sector (as amended), in any form whatsoever and all transactions that are directly or indirectly related.

It may also guarantee loans or otherwise assist companies in which it holds a direct or indirect participating interest or which belong to the same group of companies than the Company.

In a general way, the Company may take all control measures, monitoring and documentation and all transactions it deems relevant to the fulfillment or development of its corporate purpose. It may in a general way, do all acts, commercial, financial, securities and real estate transactions or operations directly or indirectly relating to its corporate purpose or which might facilitate or expand its realisation.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg, (Grand-Duchy of Luxembourg).

The Company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

The registered office may be transferred within the boundaries of the municipality of the registered office by a resolution of the board of directors of the Company or, in the case of a sole director by a decision of the Sole Director. It may be transferred to any other municipality of the Grand-Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders' meeting.

II. Social capital, Shares

Art. 5. The share capital is set at four hundred and one thousand Euro (401,000.- EUR), represented by four thousand ten (4,010) shares of a par value of one hundred Euro (100.- EUR) each.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of the Articles. The Company may, to the extent and under terms permitted by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), redeem its own shares.

Art. 6. The shares of the Company are in registered form.

A register of registered shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register will contain all the information required by article 39 of the Law. Ownership of registered shares will be established by inscription in the said register.

Certificates of these inscriptions shall be issued and signed by two directors or, if the Company as only one director, by this director.

The Company will recognize only one holder per share; in case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will have to name a unique proxy to present the share in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

III. General meetings of shareholders Decision of the sole shareholder

Art. 7. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. In case the Company has only one shareholder, such shareholder exercises all the powers granted to the general meeting of shareholders.

The general meeting is convened by the board of directors. It may also be convoked by request of shareholders representing at least one tenth of the Company's share capital.

Art. 8. The annual general meeting of shareholders shall be held on the 2nd Friday of June at 11:00 a.m. at the registered office of the Company, or at such other place as may be specified in the notice of meeting.

If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time required by Law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy by mail, facsimile, electronic mail or by any other similar means of communication.

Except as otherwise required by Law or by the present Articles, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting the meeting may be held without prior notice or publication.

Decision taken in a general meeting of shareholders must be recorded in minutes signed by the members of the board (bureau) and by the shareholders requesting to sign. In case of a sole shareholder, these decisions are recorded in minutes.

All shareholders may participate to a general meeting of shareholders by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

IV. Board of directors

Art. 9. The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the Company. However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholders in the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting, 9 of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal prescriptions.

Art. 10. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of directors, but in his absence, the shareholders or the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by mail, facsimile, electronic mail or by any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any directors may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by mail, facsimile, electronic mail or by any other similar means of communication another director as his proxy.

A director may represent more than one of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the directors present or represented at such meeting. In case of tie, the chairman of the board of directors shall have a casting vote.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in mail, facsimile, electronic mail or by any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 11. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two directors. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two directors. In case the board of directors is composed of one director only, the sole director shall sign these documents.

Art. 12. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests.

All powers not expressly reserved by Law or by these Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

In case the Company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

According to article 60 of the Law, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, associate or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors shall entail the obligation for the board of directors to report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate. The Company may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 13. The Company will be bound by the joint signature of two (2) directors including the signature of one of the two managing directors responsible for the daily management of the Company and having the capacity to exercise the activities described in the previous purpose, in conformity with the rules fixed by the Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF).

V. Supervision of the company

Art. 14. The operations of the Company are supervised by one (1) external auditor to be appointed by the board of the directors and chosen among the members appearing on the list of the chartered accountants approved in Grand-Duchy of Luxembourg.

The auditor will be appointed for a period not exceeding 6 years and he will be re-eligible.

VI. Accounting year, Balance

Art. 15. The accounting year of the Company shall begin on 1st of January of each year and shall terminate on 31st of December of the same year.

Art. 16. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company as stated in article 5 hereof or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 hereof.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

The Board of Directors or the Sole Director, as the case may be, may distribute interim dividends by observing the terms and conditions foreseen by Law.

VII. Liquidation

Art. 17. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

VIII. Amendment of the articles of association

Art. 18. These Articles may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the conditions of quorum and majority foreseen in article 67-1 of the Law.

IX. Final clause - Applicable law

Art. 19. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

Version française:

I. Nom, Durée, Objet, Siège social

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de "LFS Multi-Family Office S.A.", (la "Société"), régie par les dispositions légales y afférentes ainsi que par les présents statuts (les "Statuts").

Art. 2. La durée la de Société est illimitée.

Art. 3. La Société a pour but d'entreprendre au Grand-Duché de Luxembourg toutes opérations se rapportant aux activités de domiciliataire de sociétés relevant de l'article 29 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée, notamment le conseil en structuration de patrimoine et la représentation économique et commerciale,

l'étude et à la mise en oeuvre de projets de restructuration, d'expansion, de coopération, de fusion et d'acquisition d'entreprises ainsi que toutes opérations qui y sont directement ou indirectement liées.

La société a également pour objet la prestation de services de constitution et de gestion de sociétés, telles que définies par l'article 29-5 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée, sous toute forme que ce soit ainsi que toutes opérations qui y sont directement ou indirectement liées.

La société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la société.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet. Elle pourra d'une façon générale, faire tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg).

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pourra être transféré dans tout autre endroit de la commune du siège social par décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique, selon le cas. Il pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à quatre cent et un mille euros (401.000,-EUR), représenté par quatre mille et dix (4.010) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 2^{ème} vendredi du mois de juin à 11.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les Statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les présents Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à

servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature de deux (2) administrateurs dont la signature de l'un des deux administrateurs-délégués chargés de la gestion journalière de la Société et ayant toute capacité pour exercer les activités décrites dans l'objet social ci-avant, conformément aux critères retenus par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF).

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société sont surveillées par un (1) réviseur externe à désigner par le conseil d'administration et choisit parmi les membres figurant sur la liste des réviseurs d'entreprises agréées du Grand-Duché de Luxembourg.

Le réviseur d'entreprises sera désigné pour une période n'excédant pas six ans et il sera rééligible.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces Statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique selon les cas est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les présents Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi."

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à la somme de treize mille deux cents euros et l'actionnaire unique, s'y engage personnellement.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, ès-qualité qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. BEZERRIL, A. SIEBENALER, A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

117226

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2008. Relation: LAC/2008/52646. Reçu mille six cent huit euros soixante-huit cents (0,50% = 1.608,68.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009011568/242/439.

(090009920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2009.

Rhône Uni-Euro 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 75.769.

Le bilan de liquidation au 12 décembre 2008 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rhône Offshore Partners II L.P.

Liquidateur

Signature

Référence de publication: 2009013072/724/15.

Enregistré à Luxembourg, le 7 janvier 2009, réf. LSO-DA01867. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090011474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2009.

Open Ocean S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 69.350,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 83.684.

EXTRAIT

Il résulte des délibérations du Conseil de Gérance en date du 18 novembre 2008 que, sur base du contrat de vente de parts sociales signé en date du 18 novembre 2008, le Conseil de Gérance a accepté à l'unanimité que les parts sociales de la société de EUR 2,50 chacune, seront désormais réparties comme suit:

Désignation de l'associé	Nombre de parts
My Michelle Widenius	1.960
Michael Widenius	5.210
Max Thor Victor Widenius	1.960
Carola Sevelius	1.825
Sirius Consulting OY	1.270
Open Ocean S.à r.l.	94
Total	12.319

Luxembourg, le 13 janvier 2008.

Bart Zech

Gérant

Référence de publication: 2009013956/724/26.

Enregistré à Luxembourg, le 21 janvier 2009, réf. LSO-DA07006. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090012771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2009.

CB Richard Ellis DH Co-Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 121.844.

In the year two thousand and nine, on the fourteenth day of January.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

1) CB Richard Ellis DH CarryCo LLC, a limited liability company organized and existing under the laws of the State of Delaware, USA, registered under number 4247059, having its principal place of business at 515 South Flower Street, 31st Floor, Los Angeles, California 90071, USA,

here represented by Ms Delphine Calonne, Avocate, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy and subscription form, given in Los Angeles, on 29 December 2008.

2) Mr Thibault de Valence de Minardière, executive managing director, born on 18 February 1967, in Offenburg, Germany, residing at 56/58, avenue du Général de Gaulle, 94160 Saint Mandé, France,

here represented by Ms Delphine Calonne, Avocate, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy and subscription form, given in Paris, on 28 November 2008.

3) Mr François Lex, managing director, born on 1 August 1974, in Le Monétier-les-Bains, France, residing at 11, rue Brunel, 75017 Paris, France,

here represented by Ms Delphine Calonne, Avocate, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy and subscription form, given in Paris, on 7 January 2009.

4) Mr Jérôme Castelnau, managing director, born on 7 March 1958 in Boulogne-Billancourt, France, residing at 21, avenue Lenotre, 92420 Vaucresson, France,

here represented by Ms Delphine Calonne, Avocate, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy and subscription form, given in Paris, on 4 November 2008.

5) Mr Gérard Ezavin, director, born 1 January 1953 in Casablanca, Morocco, residing at 60, avenue Gambetta, 75020 Paris, France,

here represented by Ms Delphine Calonne, Avocate, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy and subscription form, given in Paris, on 8 December 2008.

6) Mr Arnaud Broussou, asset manager, born on 21 September 1980 in Boulogne-Billancourt, France, residing at 6/8, impasse Chausson, 75010 Paris, France,

here represented by Ms Delphine Calonne, Avocate, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy and subscription form, given in Paris on 26 November 2008.

7) Mrs Eleonore Zarrabi, asset manager, born on 11 May 1979 in Cannes, France, residing at 65, rue de Turbigo, 75003 Paris, France,

here represented by Ms Delphine Calonne, Avocate, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy and subscription form, given in Paris, on 18 November 2008.

8) Mr Guillaume Ribet, asset manager, born on 11 June 1980 in Villeurbanne (Lyon), France, residing at 9-11, avenue Ledru Rollin, 75012 Paris, France,

here represented by Ms Delphine Calonne, Avocate, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy and subscription form, given in Paris, on 18 November 2008.

The said proxies and subscription forms, initialled *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing parties referred to under 1) to 7) are all the shareholders of CB Richard Ellis DH Co-Invest S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 121.844, having its registered office at 35, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on 21 November 2006, published on 30 December 2006 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2454. The articles of association of the Company have been amended on 3 September 2007, published on 22 October 2007 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2377.

The appearing parties, representing the entire share capital of the Company, took the following resolutions:

First resolution

Guillaume Ribet, asset manager, born on 11 June 1980 in Villeurbanne (Lyon), France, residing at 9-11, avenue Ledru Rollin, 75012 Paris, France, is approved as new shareholder of the Company.

Second resolution

The appearing parties decide to increase the share capital by an amount of eighty-nine thousand one hundred and seventy-five euros (EUR 89,175.-) in order to increase it from its current amount of two hundred thousand euros (EUR 200,000.-) to two hundred eighty-nine thousand one hundred and seventy-five euros (EUR 289,175.-) through the issue of eighty-nine thousand one hundred and seventy-five (89,175) shares, all the shares having a nominal value of one euro (EUR 1.-), to be subscribed as follows:

- fifty-three thousand five hundred and five (53,505) shares to be subscribed by CB Richard Ellis DH CarryCo LLC, a limited liability company organized and existing under the laws of the State of Delaware, USA, registered under number 4247059, having its principal place of business at 515 South Flower Street, 31st Floor, Los Angeles, California 90071, USA;

- six thousand seven hundred and five (6,705) shares to be subscribed by Mr Thibault de Valence de Minardière, executive managing director, born on 18 February 1967 in Offenburg, Germany, residing at 56/58, avenue du Général de Gaulle, 94160 Saint Mandé, France;

- ten thousand five hundred and thirty-nine (10,539) shares to be subscribed by Mr François Lex, managing director, born on 1 August 1974 in Le Monétier-les-Bains, France, residing at 11, rue Brunel, 75017 Paris, France;

- eight thousand eight hundred and forty-five (8,845) shares to be subscribed by Mr Jérôme Castelnau, managing director, born on 7 March 1958 in Boulogne-Billancourt, France, residing at 21, avenue Lenotre, 92420 Vaucresson, France;

- four thousand nine hundred and five (4,905) shares to be subscribed by Mr Gérard Ezavin, director, born 1 January 1953 in Casablanca, Morocco, residing at 60, avenue Gambetta, 75020 Paris, France;

- eight hundred and ninety-two (892) shares to be subscribed by Mr Arnaud Broussou, asset manager, born on 21 September 1980 in Boulogne-Billancourt, France, residing at 6/8, impasse Chausson, 75010 Paris, France;

- eight hundred and ninety-two (892) shares to be subscribed by Mrs Eléonore Zarrabi, asset manager, born on 11 May 1979 in Cannes, France, residing at 65, rue de Turbigo, 75003 Paris, France;

- two thousand eight hundred and ninety-two (2,892) shares to be subscribed by Mr Guillaume Ribet, asset manager, born on 11 June 1980 in Villeurbanne (Lyon), France, residing at 9-11, avenue Ledru Rollin, 75012 Paris, France.

The eighty-nine thousand one hundred and seventy-five (89,175) shares have been subscribed by the aforementioned subscribers, all here represented by Ms Delphine Calonne, prenamed, for an aggregate amount of eighty-nine thousand one hundred and seventy-five euros (89,175.-) entirely allocated to the share capital. There is no share premium.

The shares so subscribed have been entirely paid up by the subscribers through a contribution in cash, so that the total amount of eighty-nine thousand one hundred and seventy-five euros (89,175.-) is at the disposal of the Company, as it has been proven to the undersigned notary.

Following this increase of the share capital, the shares in the Company will be held as follows:

Shareholder	Shares
CB Richard Ellis DH CarryCo LLC	173,505
Thibault de Valence de Minardière	23,905
François Lex	36,339
Jérôme Castelnau	30,845
Gérard Ezavin	15,905
Arnaud Broussou	2,892
Eléonore Zarrabi	2,892
Guillaume Ribet	2,892
TOTAL	289,175

Third resolution

As a consequence of the preceding resolutions, article 6 of the articles of association of the Company is amended and shall now read as follows:

" **Art. 6.** The Company's share capital is set at two hundred eighty-nine thousand one hundred and seventy-five euros (EUR 289,175.-) represented by two hundred eighty-nine thousand one hundred and seventy-five (289,175) shares, each with a par value of one euro (EUR 1.-).

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings."

Costs and Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to amount to approximately EUR 2,000.-.

Whereof this deed was drawn up in Luxembourg on the date set at the beginning of this deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the appearing persons, this deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

The deed having been read to the proxyholder acting in his hereabove stated capacities and known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le quatorze janvier.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu:

1) CB Richard Ellis DH CarryCo LLC, une limited liability company constituée et existant selon les lois de l'Etat de Delaware, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée sous le numéro 4247059, ayant son principal établissement au 515 South Flower Street, 31st Floor, Los Angeles, California 90071, Etats-Unis d'Amérique,

ici représentée par Melle Delphine Calonne, Avocate, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé comprenant un bulletin de souscription donnée à Los Angeles, le 29 décembre 2008;

2) M. Thibault de Valence de Minardière, directeur général exécutif, né le 18 février 1967 à Offenbourg, Allemagne, demeurant au 56/58, avenue du Général de Gaulle, 94160 Saint Mandé, France,

ici représenté par Melle Delphine Calonne, Avocate, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé comprenant un bulletin de souscription donnée à Paris, le 28 novembre 2008;

3) M. François Lex, directeur général, né le 1^{er} août 1974 à Le Monétier-les-Bains, France, demeurant au 11, rue Brunel, 75017 Paris, France,

ici représenté par Melle Delphine Calonne, Avocate, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé comprenant un bulletin de souscription donnée à Paris, le 7 janvier 2009;

4) M. Jérôme Castelnau, directeur général, né le 7 mars 1958 à Boulogne-Billancourt, France, demeurant au 21, avenue Lenotre, 92420 Vaucresson, France,

ici représenté par Melle Delphine Calonne, Avocate, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé comprenant un bulletin de souscription donnée à Paris, le 4 novembre 2008;

5) M. Gérard Ezavin, directeur, né le 1 janvier 1953 à Casablanca, Maroc, demeurant au 60, avenue Gambetta, 75020 Paris, France,

ici représenté par Melle Delphine Calonne, Avocate, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé comprenant un bulletin de souscription donnée à Paris, le 8 décembre 2008;

6) M. Arnaud Broussou, gestionnaire financier, né le 21 septembre 1980, à Boulogne-Billancourt, France, demeurant au 6/8, impasse Chausson, 75010 Paris, France,

ici représenté par Melle Delphine Calonne, Avocate, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé comprenant un bulletin de souscription donnée à Paris, le 26 novembre 2008;

7) Mme Eléonore Zarrabi, gestionnaire financier, née le 11 mai 1979 à Cannes, France, demeurant au 65, rue de Turbigo, 75003 Paris, France,

ici représentée par Melle Delphine Calonne, Avocate, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé comprenant un bulletin de souscription donnée à Paris, le 18 novembre 2008;

8) M. Guillaume Ribet, gestionnaire financier, né le 11 juin 1980 à Villeurbanne (Lyon), France, demeurant à 9-11, avenue Ledru Rollin, 75012 Paris, France,

ici représenté par Melle Delphine Calonne, Avocate, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé comprenant un bulletin de souscription donnée à Paris, le 18 novembre 2008.

Les procurations signées ne varientur par le mandataire et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les comparants listés sous 1) à 7) sont tous les associés de CB Richard Ellis DH Co-Invest S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 121.844, ayant son siège social au 35, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire, résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 21 novembre 2006, publié le 30 décembre 2006 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2454. Les statuts de la Société ont été modifiés le 3 septembre 2007, publiés le 22 octobre 2007 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2377.

Les comparants, représentant l'intégralité du capital social de la Société, ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Est approuvé en tant que nouvel associé de la Société, Guillaume Ribet, gestionnaire financier, né le 11 juin 1980 à Villeurbanne (Lyon), France, demeurant à 9-11, avenue Ledru Rollin, 75012 Paris, France.

Deuxième résolution

Les comparants décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatre-vingt-neuf mille cent soixante-quinze euros (EUR 89.175,-) afin de le porter de sa valeur actuelle de deux cent mille euros (EUR 200.000,-) à deux cent quatre-vingt neuf mille cent soixante-quinze euros (EUR 289.175,-) par l'émission de quatre-vingt neuf mille

cent soixante-quinze (89.175) parts sociales, toutes les parts sociales avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et souscrites de la façon suivante:

- cinquante trois mille cinq cent cinq (53.505) parts sociales par CB Richard Ellis DH CarryCo LLC, une limited liability company constituée et existant selon les lois de l'Etat de Delaware, Etats-Unis, enregistrée sous le numéro 4247059, ayant son principal établissement au 515 South Flower Street, 31st Floor, Los Angeles, California 90071, Etas-Unis,

- six mille sept cent et cinq (6.705) parts sociales par M. Thibault de Valence de Minardière, directeur général exécutif, né le 18 février 1967 à Offenbourg, Allemagne, demeurant au 56/58, avenue du Général de Gaulle, 94160 Saint Mandé, France,

- dix mille cinq cent trente-neuf (10.539) parts sociales par M. François Lex, directeur général, né le 1^{er} août 1974 à Le Monétier-les-Bains, France, demeurant au 11, rue Brunel, 75017 Paris, France,

- huit mille huit cent quarante-cinq (8.845) parts sociales par M. Jérôme Castelnaud, directeur général, né le 7 mars 1958 à Boulogne-Billancourt, France, demeurant au 21, avenue Lenotre, 92420 Vaucresson, France,

- quatre mille neuf cent cinq (4.905) parts sociales par M. Gérard Ezavin, directeur, né le 1^{er} janvier 1953 à Casablanca, Maroc, demeurant au 60, avenue Gambetta, 75020 Paris, France,

- huit cent quatre-vingt douze (892) parts sociales par M. Arnaud Broussou, gestionnaire financier, né le 21 Septembre 1980, à Boulogne-Billancourt, France, demeurant au 6/8, impasse Chausson, 75010 Paris, France,

- huit cent quatre-vingt douze (892) parts sociales par Mme Eléonore Zarrabi, gestionnaire financier, née le 11 mai 1979 à Cannes, France, demeurant au 65, rue de Turbigio, 75003 Paris, France,

- deux mille huit cent quatre-vingt douze (2.892) parts sociales par M. Guillaume Ribet, gestionnaire financier, né le 11 juin 1980 à Villeurbanne (Lyon), France, demeurant à 9-11, avenue Ledru Rollin, 75012 Paris, France.

Les quatre-vingt neuf mille cent soixante-quinze (89.175) parts sociales ont été souscrites par les souscripteurs susvisés, tous ici représentés par Melle Delphine Calonne, prénommée, pour un montant total de quatre-vingt neuf mille cent soixante-quinze euros (EUR 89.175,-) entièrement alloués au capital social. Il n'y a pas de prime d'émission.

Les parts sociales ainsi souscrites ont été entièrement libérées par les souscripteurs par un apport en espèces, de sorte que le montant total de quatre-vingt neuf mille cent soixante-quinze euros (EUR 89.175,-) se trouve à la disposition de la Société ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné.

Suite à l'augmentation du capital de la Société, les parts sociales dans la Société seront détenues de la manière suivante:

Associés	Parts sociales
CB Richard Ellis DH CarryCo LLC	173.505
Thibault de Valence de Minardière	23.905
François Lex	36.339
Jérôme Castelnaud	30.845
Gérard Ezavin	15.905
Arnaud Broussou	2.892
Eléonore Zarrabi	2.892
Guillaume Ribet	2.892
TOTAL	<u>289.175</u>

Troisième résolution

A la suite des résolutions précédentes, l'article 6 des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de deux cent quatre-vingt-neuf mille cent soixante-quinze euros (EUR 289.175,-) représenté par deux cent quatre-vingt-neuf mille cent soixante-quinze (289.175) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (1,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires."

Frais et Dépenses

Le montant des frais et dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à sa charge en raison du présent acte est évalué environ à EUR 2.000,-.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête les présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite au mandataire, agissant en cette qualité comme dit ci-avant et connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: D. CALONNE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 janvier 2009. Relation: LAC/2009/1717. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009017214/242/228.

(090017074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2009.

Meridio Islamic Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 149.459.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundneun, am fünfundzwanzigsten November.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit Amtswohnsitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

- 1) Meridio Vermögensverwaltung AG, Aktiengesellschaft mit Sitz in D-50968 Köln, Oberländer Ufer 172, hier vertreten durch Frau Tabea Schulze-Kaschel, Privatangestellte, mit beruflicher Adresse in L-5365 Munsbach, 1B, Parc d'Activité Syrdall, auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift ausgestellt am 16. November 2009.
- 2) Herr Roman MERTES, Privatangestellter, mit beruflicher Adresse in L-5365 Munsbach, 1B, Parc d'Activité Syrdall, hier vertreten durch Frau Andrea Rau, Privatangestellte, mit beruflicher Adresse in L-5365 Munsbach, 1B, Parc d'Activité Syrdall, auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift ausgestellt am 18. November 2009.

Die erteilten Vollmächte, nach ne varietur Paraphierung durch die Erschienene und den unterzeichneten Notar, bleiben gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt um mit derselben einregistriert zu werden.

Die erschienenen Parteien in der Eigenschaft, in der sie hier handeln, haben den Notar gebeten, die folgende Satzung einer Aktiengesellschaft in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable) (SICAV) festzulegen, die von ihnen errichtet wird.

Titel I Name - Sitz - Dauer - Zweck

Art. 1. Name. Zwischen den gegenwärtigen Zeichnern von Aktien und den nachfolgenden Eigentümern zukünftig auszugebender Aktien besteht eine Aktiengesellschaft in der Form einer Gesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable) (SICAV) unter dem Namen "Meridio Islamic Funds" (nachfolgend die "Gesellschaft").

Art. 2. Sitz. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Munsbach, Großherzogtum Luxemburg. Filialen oder sonstige Büros können durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland (jedoch nicht in den Vereinigten Staaten von Amerika, deren Territorien und Besitztümern) errichtet werden.

Sollten nach Ansicht des Verwaltungsrates außergewöhnliche politische oder militärische Ereignisse vorliegen oder bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die ungestörte Kommunikation mit diesem Sitz oder zwischen dem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, so kann bis zur vollständigen Behebung dieser anormalen Umstände der Sitz zeitweilig ins Ausland verlegt werden; diese provisorische Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, die ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft wurde auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 4. Zweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage der ihr verfügbaren Gelder in Sharia-konformen übertragbaren Wertpapieren und anderen Sharia-konformen und gesetzlich zulässigen Vermögenswerten mit dem Ziel der Beteiligung ihrer Aktionäre an den Sharia-konformen Erträgen aus der Verwaltung ihres Vermögens und unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung.

Die Gesellschaft darf keine Ziele verfolgen, die laut Bekanntmachung des Sharia-Boards oder des Sharia-Beraters nicht Sharia-konform sind.

Vorbehaltlich des Vorstehenden kann die Gesellschaft jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen durchführen, die sie für die Erfüllung und Umsetzung dieses Gesellschaftszwecks für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne und im Rahmen des Teil 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen. Sie kann ihre Tätigkeit als selbstverwaltete, in Wertpapieren anlegende Gesellschaft ("SIAG") ausüben oder der Verwaltungsrat kann gemäß Artikel 15 eine Verwaltungsgesellschaft mit der Übernahme der Verwaltungsfunktion vertraglich beauftragen.

Titel II Gesellschaftskapital - Aktien - Netto-Inventarwert

Art. 5. Kapital - Aktienkategorien. Das Aktienkapital der Gesellschaft wird durch voll einbezahlte Aktien ohne Nennwert verkörpert und entspricht jederzeit dem Gesamtwert der Netto-Aktiva der Gesellschaft gemäß nachfolgendem Artikel 11.

Das Mindestkapital beträgt gemäß den gesetzlichen Vorschriften im Gegenwert von einer Million zwei hundert fünfzig Tausend EURO (EUR 1.250.000). Das Anfangskapital beträgt EUR 31.000 (einunddreißigtausend EURO) eingeteilt in 310 (dreihundertzehn) voll einbezahlte Aktien ohne Nennwert. Das Mindestkapital der Gesellschaft muss innerhalb von sechs Monaten nach Zulassung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts erreicht werden.

Die gemäß den Bestimmungen in nachfolgend Artikel 7 ausgegebenen Aktien können nach Wahl des Verwaltungsrates unterschiedlichen Kategorien angehören die sich insbesondere durch ihre Dividendenpolitik, Kostenstruktur etc. unterscheiden können. Der Erlös aus der Ausgabe von Aktien einer Aktienkategorie wird abzüglich einer etwaig anfallenden Verkaufsprovision (Ausgabeaufschlag) in jede Art von übertragbaren Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten entsprechend der vom Verwaltungsrat für jeden Teilfonds (wie nachfolgend definiert) festgelegten Anlagepolitik unter Berücksichtigung der gesetzlich vorgesehenen oder vom Verwaltungsrat festgelegten und gesetzlich zulässigen Anlagebeschränkungen angelegt.

Der Verwaltungsrat entscheidet über die Bildung gesonderter Vermögen ("Teilfonds") im Sinne von Artikel 133 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002, deren jedes einer oder mehrerer Aktienkategorien im Sinne von nachstehendem Artikel 11 entspricht. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander werden diese Vermögen ausschließlich der/den Aktienkategorie(n) zugeteilt, die an dem jeweiligen Teilfonds ausgegeben werden.

Die Gesellschaft bildet eine einzige juristische Einheit. Gegenüber Dritten, insbesondere Gläubigern der Gesellschaft, und abweichend von Artikel 133 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 ist jeder Teilfonds nur für Verbindlichkeiten verantwortlich, die ihm zuzurechnen sind.

Zur Bestimmung des Kapitals der Gesellschaft werden die Netto-Aktiva, welche den betreffenden Aktienkategorien zuzuordnen sind in EUR konvertiert, sofern sie nicht bereits auf EUR lauten und das Kapital insgesamt entspricht der Summe der Netto-Aktiva aller Aktienkategorien.

Art. 6. Form der Aktien

(1) Der Verwaltungsrat bestimmt, ob die Gesellschaft Inhaber- und/oder Namensaktien ausgibt. Wenn Zertifikate über Inhaberaktien ausgegeben werden, so wird diese Ausgabe in der Form erfolgen, wie sie vom Verwaltungsrat vorgegeben wird.

Alle von der Gesellschaft ausgegebenen Namensaktien werden im Aktionärsregister eingeschrieben, welches von der Gesellschaft selbst oder von der Gesellschaft damit beauftragten Personen geführt wird; die Eintragung muss den Namen jedes Eigentümers von Namensaktien, seinen gewöhnlichen Aufenthalt oder gewählten Wohnsitz, wie der Gesellschaft mitgeteilt, und die Zahl der von ihm gehaltenen Namensaktien enthalten.

Das Eigentum an Namensaktien wird durch den Eintrag im Aktionärsregister begründet. Falls der Verwaltungsrat beschließt, dass die Eigner von Namensanteilen keine Zertifikate erhalten oder wenn ein Anteilinhaber keine Zertifikate zu erhalten wünscht, wird dem Anleger stattdessen eine Bestätigung seines Anteilsbesitzes zugestellt. Sofern ein Anleger die Ausstellung und Zusendung von Anteilszertifikaten oder eine Bestätigung seines Anteilsbesitzes wünscht, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

Im Falle der Ausgabe von Inhaberaktien können, auf Antrag des Eigentümers der jeweiligen Aktien, Namensaktien in Inhaberaktien und Inhaberaktien in Namensaktien getauscht werden. Der Umtausch von Namensaktien in Inhaberaktien erfolgt durch die Annullierung gegebenenfalls ausgegebener Urkunden über die Namensaktien und die Ausgabe eines oder mehrerer Aktienzertifikate über die Inhaberaktien an ihrer Stelle sowie durch einen entsprechenden Eintrag im Aktionärsregister, welcher die Annullierung feststellt.

Der Umtausch von Inhaberaktien in Namensaktien erfolgt durch die Annullierung der Zertifikate über die Inhaberaktien und gegebenenfalls durch die Ausgabe von Zertifikaten über Namensaktien an ihrer Stelle sowie durch einen entsprechenden Eintrag im Aktionärsregister, der diese Ausgabe feststellt. Die Kosten für einen Umtausch können durch Beschluss des Verwaltungsrates dem Aktionär belastet werden.

Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Beide Unterschriften können handschriftlich, per Eindruck oder als Faksimile erfolgen. Eine der beiden Unterschriften kann von einer zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat bestimmten Person stammen; in diesem Fall muss die Unterschrift handschriftlich erfolgen. Die Gesellschaft kann vorläufige Zertifikate in der vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Form ausgeben.

(2) Soweit Inhaberaktien ausgegeben werden, erfolgt deren Übertragung durch Übergabe des entsprechenden Aktienzertifikates. Die Übertragung von Namensaktien erfolgt

(i) soweit Aktienzertifikate ausgegeben wurden, durch die Rückgabe des oder der Zertifikate über die Namensaktien und aller anderer von der Gesellschaft angeforderter Übertragungsunterlagen bzw.

(ii) soweit keine Aktienzertifikate ausgegeben wurden, durch Eintragung einer schriftlichen Übertragungserklärung im Aktionärsregister, die durch den Übertragenden und den Empfänger oder ordnungsgemäß hierzu Bevollmächtigten datiert

und unterzeichnet sein muss. Jede Übertragung von Namensaktien wird im Aktionärsregister eingetragen und diese Eintragung muss von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder Generalbevollmächtigten der Gesellschaft oder von einer oder mehreren hierzu von dem Verwaltungsrat ermächtigten Person(en) unterzeichnet sein.

(3) Jeder Aktionär, der ein Zertifikat über Namensaktien erhalten möchte, muss der Gesellschaft eine Adresse angeben, an welche alle Mitteilungen und Informationen versandt werden können. Diese Adresse wird ihrerseits im Aktionärsregister vermerkt.

Soweit ein Aktionär der Gesellschaft keine Adresse angibt, erfolgt ein entsprechender Vermerk im Aktionärsregister und der Gesellschaftssitz oder eine andere, von der Gesellschaft festgelegte Adresse wird als Adresse des Aktionärs angenommen bis der Gesellschaft von dem Aktionär eine andere Adresse mitgeteilt wird. Der Aktionär kann die im Aktionärsregister eingetragene Adresse jederzeit durch schriftliche Erklärung an den Sitz der Gesellschaft oder an jede andere, von der Gesellschaft festgelegte Adresse ändern.

(4) Sofern ein Aktionär der Gesellschaft gegenüber darlegen kann, dass sein Aktienzertifikat verloren, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf Antrag, zu den Bedingungen und unter den Garantien, welche die Gesellschaft bestimmt und die insbesondere den Abschluss einer Versicherung einschließen können, ohne dass dies jedoch die Forderung anderer Garantien durch die Gesellschaft ausschließen würde, ein Duplikat ausgegeben werden. Mit Ausgabe des neuen Zertifikates, auf dem dessen Charakter als Duplikat erwähnt ist, verliert das ursprüngliche Aktienzertifikat seinen Wert.

Beschädigte Zertifikate können von der Gesellschaft annulliert und durch neue Zertifikate ersetzt werden.

Die Gesellschaft kann nach Ermessen dem Aktionär die Kosten eines Duplikates oder eines neuen Zertifikates auferlegen sowie die Erstattung aller anderen zu Lasten der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe des Ersatzzertifikates und seiner Eintragung im Aktionärsregister oder im Zusammenhang mit der Vernichtung des alten Zertifikates angefallenen angemessenen Auslagen verlangen.

(5) Die Gesellschaft erkennt lediglich einen einzigen Eigentümer pro Aktie an. Wenn das Eigentum an einer Aktie zur gesamten Hand besteht, geteilt oder strittig ist, so müssen die Personen, welche ein Recht an der Aktie behaupten, einen einzigen Vertreter bestellen, welcher die Rechte an der Aktie gegenüber der Gesellschaft wahrnimmt. Die Gesellschaft kann die Ausübung aller Rechte an der Aktie suspendieren, bis ein solcher Vertreter bestellt ist.

(6) Bei Namensaktien werden Bruchteile ausgegeben, welche auf zwei Stellen hinter dem Komma auf- oder abgerundet werden. Bei Inhaberanteilen werden keine Bruchteile ausgegeben. Der Bruchteil einer Aktie verleiht kein Stimmrecht, gibt jedoch ein Recht auf den entsprechenden Bruchteil am Nettovermögenswert, der betreffenden Aktienklasse.

Art. 7. Ausgabe von Aktien. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, zu jeder Zeit und ohne Einschränkung neue, voll einbezahlte Aktien auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorzugsrecht im Hinblick auf die auszugebenden Aktien einzuräumen. Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe der Aktien an einem Teilfonds einschränken; der Verwaltungsrat kann insbesondere beschließen, dass Aktien an einem Teilfonds lediglich während eines oder mehrerer bestimmter Zeiträume oder in jeglichem anderen Rhythmus entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Aktien ausgegeben werden.

Im Rahmen des Zeichnungsangebotes der Aktien an der Gesellschaft entspricht der Preis pro angebotener Aktie dem Netto-Inventarwert pro Aktie der betreffenden Aktienkategorie, wie dieser entsprechend den Bestimmungen in nachstehend Artikel 11 zum Bewertungstag (gemäß der Definition in nachstehend Artikel 12) nach den vom Verwaltungsrat festgelegten Bedingungen und Modalitäten ermittelt wird. Dieser Preis kann um einen Prozentsatz, welcher die von der Gesellschaft veranschlagten Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit der Anlage des Ertrages aus der Ausgabe der Aktien abdeckt, sowie um die vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegte Verkaufsprovision erhöht werden. Der so bestimmte Verkaufspreis wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat bestimmten Frist, die fünf Bankarbeitstage ab dem einschlägigen Bewertungstag nicht überschreitet, zu entrichten sein.

Der Verwaltungsrat kann jedem Verwaltungsratsmitglied, jedem Direktor oder Generalbevollmächtigten sowie jedem anderen ordnungsgemäß hierzu Ermächtigten die Aufgabe übertragen, Zeichnungsanträge und Zahlungen auf den Aktienpreis neu auszugebender Aktien entgegenzunehmen sowie die Aktien an die entsprechenden Zeichner auszuliefern. Die Gesellschaft kann Aktien gegen Natureinlagen von Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, die im Einklang mit der Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds stehen müssen, ausgeben, wobei die vom Luxemburger Recht aufgestellten Bedingungen und insbesondere die Verpflichtung zur Erstellung eines Wertgutachtens durch einen von der Gesellschaft bestellten Wirtschaftsprüfer zu beachten sind. Zeichnungsanträge sind, außer in den Fällen der Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts, unwiderruflich.

Art. 8. Rücknahme von Aktien. Jeder Aktionär kann von der Gesellschaft entsprechend den vom Verwaltungsrat festgelegten Modalitäten und nach dem vom Verwaltungsrat aufgestellten Verfahren, wie diese Modalitäten und dieses Verfahren in den Verkaufsunterlagen der Aktien aufgeführt sind, sowie innerhalb der gesetzlichen Grenzen und der Grenzen dieser Satzung, die Rücknahme aller oder eines Teils seiner Aktien verlangen.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Netto-Inventarwert pro Aktie der entsprechenden Aktienkategorie, wie dieser gemäß nachfolgend Artikel 11 ermittelt wird, abzüglich der Kosten und (gegebenenfalls) Provisionen zu dem in den Verkaufsunterlagen der Aktien festgelegten Satz. Dieser Rücknahmepreis kann entsprechend den Bestimmungen durch den Verwaltungsrat auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden.

Der Rücknahmepreis wird innerhalb der vom Verwaltungsrat entsprechend den in den Verkaufsunterlagen der Aktien aufgeführten Bedingungen und Modalitäten bestimmten Frist, die fünf Bankarbeitstage ab dem jeweiligen Bewertungstag nicht überschreiten darf, ausbezahlt, vorausgesetzt, dass die Aktienzertifikate (soweit ausgegeben) und die Übertragungsunterlagen, unbeschadet der Bestimmung in Artikel 12 dieser Satzung, bei der Gesellschaft eingegangen sind.

Sofern ein Rücknahmeantrag zur Folge hätte, dass die Zahl oder der gesamte Netto-Inventarwert der von einem Aktionär in einer Aktienkategorie gehaltenen Aktien unter eine Zahl oder einen Wert fiele, welche(n) der Verwaltungsrat festgelegt hat, kann die Gesellschaft diesen Aktionär dazu verpflichten, alle der entsprechenden Kategorie zugehörigen Aktien zur Rücknahme anzubieten.

Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat dann, wenn an einem bestimmten Bewertungstag die entsprechend den Bestimmungen dieses Artikels eingereichten Rücknahmeanträge und die entsprechend den Bestimmungen des nachstehenden Artikels 9 eingereichten Umtauschanträge eine bestimmte, im Hinblick auf die Zahl der im Umlauf befindlichen Aktien einer Aktienkategorie vom Verwaltungsrat festgelegte Schwelle überschreiten, beschließen, dass die Rücknahme oder der Umtausch aller oder eines Teils dieser Aktien für eine vom Verwaltungsrat festgelegte Frist und zu vom Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der Interessen der Gesellschaft festgelegten Bedingungen verschoben wird. Diese Anträge auf Rücknahme oder Umtausch von Aktien werden an dem, dieser Frist folgenden Bewertungstag vorrangig gegenüber den später an diesem Bewertungstag eingereichten Anträgen behandelt.

Alle zurückgenommenen Aktien werden annulliert.

Jeder Antrag auf Rückgabe von Aktien ist unwiderruflich, außer - jeweils während dieser Aussetzung - in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts nach Artikel 12 dieser Satzung und im Fall der Aussetzung der Rücknahme nach Maßgabe dieses Artikels.

Art. 9. Umtausch von Aktien. Jeder Aktionär kann den Umtausch der von ihm an einer Aktienkategorie gehaltenen Aktien in Aktien einer anderen Aktienkategorie beantragen, wobei der Verwaltungsrat Einschränkungen insbesondere im Hinblick auf die Häufigkeit, die Modalitäten und die Bedingungen solcher Umtauschanträge erlassen und sie insbesondere der Zahlung von Kosten und Lasten, deren Betrag er festlegt, unterwerfen kann. Die Bedingungen, Einschränkungen, Kosten und Lasten im Hinblick auf solche Umtauschanträge werden in den Verkaufsunterlagen der Aktien aufgeführt.

Der Preis für den Umtausch von Aktien an einer Aktienkategorie in Aktien einer anderen Aktienkategorie wird unter Bezugnahme auf den jeweiligen Netto-Inventarwert der beiden betroffenen Aktienkategorien auf der Grundlage der am nämlichen Bewertungstag erfolgten Berechnungen ermittelt.

Sofern ein Umtausch von Aktien zur Folge hätte, dass die Zahl oder der gesamte Netto-Inventarwert der von einem Aktionär in einer Aktienkategorie gehaltenen Aktien unter eine Zahl oder einen Wert fiele, welche(n) der Verwaltungsrat festgelegt hat, kann die Gesellschaft diesen Aktionär dazu verpflichten, alle der entsprechenden Kategorie zugehörigen Aktien zum Umtausch anzubieten.

Aktien, deren Umtausch in Aktien einer anderen Aktienkategorie durchgeführt wurde, werden annulliert.

Art. 10. Einschränkungen in bezug auf das Eigentum an Aktien. Die Gesellschaft kann den Besitz ihrer Aktien im Hinblick auf jede Person, Firma oder Gesellschaft einschränken oder untersagen, wenn nach Ansicht der Gesellschaft ein solcher Besitz für die Gesellschaft schädlich sein könnte, wenn ein solcher Besitz eine Verletzung luxemburgischer oder ausländischer Rechts- oder Verwaltungsvorschriften zur Folge hätte

oder wenn deren Anteilsbesitz nach Meinung des Verwaltungsrates dazu führt, dass die Gesellschaft Steuerverbindlichkeiten bzw. andere finanzielle Nachteile erleidet, die sie ansonsten nicht erlitten hätte oder erleiden würde.

Art. 11. Berechnung des Netto-Inventarwertes pro Aktie. Der Netto-Inventarwert pro Aktie einer jeden Aktienkategorie wird in der Fondswährung des Teilfonds (entsprechend der Festlegung in den Verkaufsunterlagen der Aktien) bestimmt und durch Division der Netto-Vermögenswerte der Gesellschaft, welche jeder Aktienkategorie zuzuordnen sind und welche durch den Abzug aller bis zu diesem Zeitpunkt aufgelaufenen nicht Sharia-konformen Erträge sowie, der jeweiligen Aktienkategorie am betreffenden Bewertungstag zuzuordnenden Verbindlichkeiten von den dieser Aktienkategorie zuzuordnenden Vermögenswerten bestimmt werden, durch die Zahl der zu diesem Zeitpunkt im Umlauf befindlichen Aktien dieser Aktienkategorie am Bewertungstag unter Berücksichtigung der nachstehend beschriebenen Bewertungsregeln ermittelt.

Der so ermittelte Netto-Inventarwert pro Aktie wird zu der nächsten Einheit der betreffenden Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet.

Bei Geldmarkt-Teilfonds kann der Nettoinventarwert pro Anteil einer Aktienkategorie unter Hinzurechnung bzw. Abzug der Ertrags- und Aufwandsabgrenzungen ermittelt werden, die voraussichtlich pro Anteil bis einschließlich des Kalendertages vor dem Valutatag anfallen.

Wenn seit dem Zeitpunkt der Bestimmung des Netto-Inventarwertes eine wesentliche Änderung der Kurse auf den Märkten, auf welchen ein wesentlicher Teil der Anlagen der Gesellschaft, die der betreffenden Aktienkategorie zuzuordnen sind, gehandelt oder notiert wird, erfolgt, kann die Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine zweite Bewertung im Interesse der Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft vornehmen.

Die Bewertung des Nettovermögens der jeweiligen Teilfonds erfolgt nach dem folgenden Verfahren:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft umfassen:

1. Alle Kassenbestände und Termingelder einschließlich fälliger oder aufgelaufener Zinsen (falls zutreffend);
2. alle fälligen, ggfs. zinslosen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehenden Beträge (einschließlich der Erträge aus dem Verkauf von Wertpapieren, deren Preis noch nicht erhalten wurde);
3. sämtliche, ggfs. zinslosen Wertpapiere, Einlagezertifikate, Anteile, Aktien, Geldmarktinstrumente, Fondsanteile, Sukuk Zeichnungsrechte, wandelbare Sukuk und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, die im Eigentum der Gesellschaft stehen oder von der Gesellschaft eingegangen wurden (wobei die Gesellschaft Anpassungen vornehmen kann, die nicht im Widerspruch zu nachfolgend (a) stehen dürfen, um Marktschwankungen der Wertpapiere durch Handelspraktiken wie Ex-Dividende, Ex-Recht oder ähnliche Praktiken gerecht zu werden);
4. sämtliche zu Gunsten der Gesellschaft noch ausstehenden Bar- oder Naturaldividenden und Barausschüttungen soweit die Gesellschaft hiervon in zumutbarer Weise Kenntnis haben konnte;
5. sämtliche fälligen oder aufgelaufenen Zinsen auf Wertpapiere, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen, es sei denn, dass diese Zinsen im Hauptbetrag des entsprechenden Wertpapiers enthalten sind;
6. Gründungskosten der Gesellschaft einschließlich der Kosten der Aktienaussgabe, soweit diese nicht abgeschrieben sind;
7. der Liquidationswert aller offenen Terminkontrakte, Kauf- oder Verkaufsoptionen der Gesellschaft;
8. sonstige Vermögenswerte jeglicher Art, einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

(a) Flüssige Mittel, Termineinlagen und ähnliche Vermögenswerte werden zu ihrem Nominalwert zuzüglich Zinsen (falls zutreffend) bewertet. Im Falle bedeutsamer Änderungen der Marktbedingungen oder sofern es sich als unwahrscheinlich erweist, dass der Wert der Papiere vollständig erhalten werden kann, wird der Wert unter Berücksichtigung eines Abschlages bestimmt, wie ihn die Gesellschaft für angemessen hält, um den tatsächlichen Wert der entsprechenden Vermögenswerte widerzuspiegeln;

(b) der Wert aller Wertpapiere, welche an einer Börse gehandelt oder notiert werden, bestimmt sich nach dem zuletzt verfügbaren Kurs am entsprechenden Bewertungstag;

(c) der Wert aller Wertpapiere, welche auf einem anderen geregelten Markt, dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, der anerkannt und für das Publikum offen ist ("geregelte Markt"), gehandelt werden, bestimmt sich nach dem letzten Preis am entsprechenden Bewertungstag;

(d) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die am Bewertungstag nicht an einer Börse oder auf einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt werden oder soweit für Wertpapiere, welche an einer Börse oder einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt werden, der gemäß den Bestimmungen unter vorstehend (b) oder (c) ermittelte Preis den wahren Wert dieser Wertpapiere nicht widerspiegelt, werden diese Wertpapiere auf der Grundlage des wahrscheinlichen Verkaufswertes bewertet, wie er gewissenhaft und nach Treu und Glauben geschätzt wird;

(e) der Liquidationswert von Futures, Terminkontrakten und Optionen, welche nicht an Börsen gehandelt werden, wird nach den vom Verwaltungsrat festgelegten Regeln, welche einheitliche Kriterien für jede Kontraktkategorie aufstellen, bestimmt. Der Liquidationswert von an Börsen gehandelten Terminkontrakten und Optionen wird auf der Grundlage des Schlusskurses, wie er von den Börsen, an welchen die Gesellschaft die fraglichen Verträge einging, veröffentlicht wird, festgestellt. Wenn ein Terminkontrakt nicht zum betreffenden Bewertungstag liquidiert werden konnte, werden die Bewertungskriterien im Hinblick auf den Liquidationswert eines solchen Terminkontraktes vom Verwaltungsrat gewissenhaft und nach bestem Wissen und Gewissen festgelegt;

(f) An Finanzinstrumente gebundene Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet, der unter Bezugnahme auf den betreffenden Index oder das betreffende Finanzinstrument ermittelt wird. Die Bewertung des an ein Finanzinstrument gebundenen Swapvertrags basiert auf dem Marktwert dieses Swapgeschäfts, der nach den vom Verwaltungsrat festgelegten Maßgaben in gutem Glauben ermittelt wird;

(g) Zielfondsanteile an Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren ("OGAW") oder anderen Organismen für gemeinsame Anlagen ("OGA") werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.

(h) alle sonstigen Vermögenswerte und Vermögensgegenstände werden zu ihrem voraussichtlichen Realisierungswert, wie er gewissenhaft und nach bestem Wissen und Gewissen nach den vom Verwaltungsrat aufgestellten Verfahren bestimmt wird, bewertet.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, welche nicht auf die Währung des entsprechenden Teilfonds lauten, wird in die Währung dieses Teilfonds zum geltenden Marktkurs entsprechend der Festlegung durch die Depotbank umgerechnet. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Umrechnungskurs gewissenhaft und nach bestem Wissen und Gewissen entsprechend dem vom Verwaltungsrat aufgestellten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen jegliche andere Bewertungsmethode anwenden, wenn er der Ansicht ist, dass eine solche Bewertung den voraussichtlichen Realisierungswert eines von der Gesellschaft gehaltenen Vermögenswertes besser widerspiegelt.

II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- (1) Sämtliche Kredite, fällige Wechsel, Kontoverbindlichkeiten und fällige Forderungen;

(2) alle aufgelaufenen Zinsen auf von der Gesellschaft begebene Anleihen (einschließlich Gebühren und Kosten im Zusammenhang mit diesen Anlagen);

(3) alle aufgelaufenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich aber nicht ausschließlich Verwaltungskosten, Managementgebühren, einschließlich eventuelle Performance Fees, Depotbankgebühren, Beratungsgebühren sowie der Gebühren für Vertreter der Gesellschaft);

(4) sämtliche bekannten fälligen oder nicht fälligen Verbindlichkeiten, einschließlich fällige vertragliche Verbindlichkeiten auf Barzahlung oder Naturalleistung, einschließlich des Betrages der von der Gesellschaft erklärten aber noch nicht gezahlten Dividenden;

(5) eine angemessene Rückstellung für Steuern auf das Kapital und den Ertrag bis zum Bewertungstag gemäß der Festsetzung durch den Verwaltungsrat und gegebenenfalls sämtliche anderen vom Verwaltungsrat zugelassenen oder gebilligten Rückstellungen sowie gegebenenfalls ein Betrag, welchen der Verwaltungsrat als ausreichende Rückstellung betrachtet, um jeglichen Haftungsforderungen gegen die Gesellschaft gerecht werden zu können;

(6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Herkunft entsprechend den allgemein anerkannten Buchführungsgrundsätzen. Für die Bewertung des Betrages dieser sonstigen Verbindlichkeiten berücksichtigt die Gesellschaft alle von ihr zu tragenden Ausgaben, einschließlich, jedoch nicht abschließend, der Gründungskosten und der Kosten für spätere Satzungsänderungen, zahlbarer Gebühren zu Gunsten der Manager unter Einschluss eventueller Performance Fees, Kosten der Wirtschaftsprüfer und Buchhalter, der Depotbank und ihrer Korrespondenzbanken, der Domizilstellen, der Verwaltungsstellen, der beauftragten Verwaltungsgesellschaft, der Transferstellen, aller Zahlstellen der Registerstellen, der Platzierungs- und Notierungsstellen (so erforderlich) sowie ständiger Vertreter an Orten, an welchen die Gesellschaft einer Registrierungspflicht unterliegt, Vergütungen aller anderen Angestellten der Gesellschaft, Vergütungen der Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, deren Versicherungsbeiträge und angemessene Reisekosten und Kosten im Zusammenhang mit der Rechtsberatung und der Prüfung der Jahreskonten der Gesellschaft, Kosten für die Inanspruchnahme von Serviceanbietern, die hinsichtlich der Sharia-Konformität beratend tätig werden, Kosten für Rating-Agenturen, Kosten für die Berechnung von Risiko- und Performancekennzahlen, Kosten für Anträge auf Registrierung bei Behörden und Börsen in Luxemburg und im Ausland, Kosten für die Vorbereitung und den Druck des Verkaufsprospektes, von Informationsunterlagen und regelmäßigen Berichten, Kosten von Berichten an die Aktionäre, Steuern und ähnliche Abgaben, Kosten im Zusammenhang mit dem Kauf und dem Verkauf von Vermögenswerten, Kosten für Finanz- und Bankdienstleistungen sowie Maklergebühren, Kosten für Post, Telefon und Telex und sämtliche sonstigen Verwaltungskosten. Zum Zwecke der Bewertung des Betrages dieser Verbindlichkeiten kann die Gesellschaft Verwaltungskosten und sonstige regelmäßige oder periodische Kosten auf der Grundlage eines Schätzwertes für ein Jahr oder eine sonstige Periode berücksichtigen.

III. Die Vermögenswerte werden wie folgt zugeteilt (Teilfondsbildung):

Der Verwaltungsrat kann verschiedene Teilfonds auflegen, die wiederum eine oder mehrere Aktienkategorien haben können:

(a) sofern mehrere Anteilklassen an einem Teilfonds ausgegeben sind, werden die diesen Anteilklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds angelegt, wobei der Verwaltungsrat innerhalb eines Teilfonds Anteilklassen definieren kann, die sich in der Kostenbelastung, der Kostenerhebungsart, der Ertragsverwendung, dem erwerbsberechtigten Personenkreis, einem Mindestanlagebetrag, der Referenzwährung oder sonstigen Merkmalen unterscheiden können.

(b) der Ertrag aus der Ausgabe von Aktien einer Aktienkategorie wird in den Büchern der Gesellschaft dem für diese Kategorie gebildeten Teilfonds zugeordnet, wobei dann, wenn an diesem Teilfonds zwei Aktienkategorien ausgegeben wurden und im Umlauf befindlich sind, der Betrag der Gegenleistung den Anteil der entsprechenden Aktienkategorie an dem Nettovermögen des Teilfonds proportional erhöht;

(c) Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, Einkünfte und Kosten im Zusammenhang mit einem Teilfonds werden der oder den Aktienkategorie(n), welche an diesem Teilfonds besteht/bestehen, zugeordnet;

(d) Vermögenswerte, welche sich von anderen Vermögenswerten ableiten, werden in den Büchern demselben Teilfonds zugeordnet, dem der ursprüngliche Vermögenswert zuzuordnen ist, und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Zuwachs oder die Verminderung im Wert dieses Vermögenswertes dem entsprechenden Teilfonds zugeordnet;

(e) sofern die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, welche einem Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds zuzuordnen ist, oder ein Geschäft im Zusammenhang mit einem Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds vornimmt, so wird diese Verbindlichkeit diesem Teilfonds zugeordnet. Die Haftung der Teilfonds richtet sich nach Art. 133 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002; gegenüber Dritten und insbesondere gegenüber Gläubigern haftet jeder Teilfonds nur für seine eigenen Verpflichtungen.

(f) sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Teilfonds zuzuordnen sind, wird dieser Vermögenswert oder die Verbindlichkeit allen Teilfonds im Verhältnis des Anteils am Netto-Inventarwert der betreffenden Kategorien zugeordnet oder auf eine andere Weise, wie sie der Verwaltungsrat umsichtig und nach bestem Wissen und Gewissen bestimmt, wobei alle Verbindlichkeiten unabhängig von dem Teilfonds, dem sie zuzuordnen sind, die Gesellschaft insgesamt binden, sofern nichts gesetzlich abweichend bestimmt oder anderes mit den Gläubigern vereinbart wurde;

(g) im Gefolge von Ausschüttungen an die Inhaber von Aktien einer Aktienkategorie wird der Nettowert der entsprechenden Aktienkategorie um den Betrag dieser Ausschüttungen vermindert.

(h) Die für die Berechnung des Nettoinventarwerts zugeordneten Vermögenswerte umfassen keine im Sinne der Sharia nicht konformen Erträge (z.B. nicht Sharia-konforme Zinsen).

Alle vorerwähnten Bewertungsregeln und Bestimmungen werden im Einklang mit den allgemein anerkannten Grundsätzen der Buchführung interpretiert.

Sofern nicht Vorsatz, grobe Fahrlässigkeit oder ein offenkundiger Irrtum vorliegt, ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Netto-Inventarwertes, welche vom Verwaltungsrat oder einer Bank, Gesellschaft oder einer sonstigen vom Verwaltungsrat dazu bestimmten Person vorgenommen wird, endgültig und für die Gesellschaft sowie die bestehenden, ehemaligen und zukünftigen Aktionäre bindend.

IV. Für die Zwecke dieses Artikels gilt folgendes:

1. Jede Aktie der Gesellschaft, welche gemäß Artikel 8 dieser Satzung zurückgekauft werden soll, wird bis zu dem Zeitpunkt des Bewertungstages, welcher vom Verwaltungsrat im Hinblick auf die Bewertung festgesetzt ist, als ausgegebene und bestehende Aktie behandelt und ihr Preis wird ab diesem Zeitpunkt und bis zur Zahlung des Preises als Verbindlichkeit der Gesellschaft betrachtet;

2. jede von der Gesellschaft aufgrund von eingegangenen Zeichnungsanträgen auszugebende Aktie wird dem Zeitpunkt des Bewertungstages, welcher vom Verwaltungsrat für die Bewertung festgesetzt wurde, als ausgegeben betrachtet und ihr Preis wird bis zum Zahlungseingang als Forderung der Gesellschaft behandelt;

3. sämtliche Vermögensanlagen, Barguthaben und andere Vermögenswerte eines Teilfonds, welche in einer anderen Währung als derjenigen, auf die der Teilfonds lautet, ausgedrückt sind, werden unter Berücksichtigung der geltenden Wechselkurse zu dem Datum und zur Stunde der Bestimmung des Netto-Inventarwertes pro Aktie bewertet; und

Sofern die Gesellschaft an einem Bewertungstag einen Vertrag abgeschlossen hat mit dem Ziel:

- einen Vermögenswert zu erwerben, so werden der für diesen Vermögenswert zu zahlende Betrag als Verbindlichkeit der Gesellschaft, der Wert des Vermögenswertes dagegen als Vermögenswert der Gesellschaft behandelt;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der für diesen Vermögenswert zu erhaltende Betrag als Vermögenswert der Gesellschaft betrachtet und der zu liefernde Vermögenswert wird nicht mehr in den Aktiva der Gesellschaft bilanziert;

- wobei der Wert von der Gesellschaft geschätzt wird, soweit oder die genaue Art der Gegenleistung oder des entsprechenden Vermögenswertes zum Bewertungstag nicht bekannt sind.

Art. 12. Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Berechnung des Netto-Inventarwertes pro Aktie sowie der Ausgabe, Rücknahme und des Umtauschs von Aktien. Der Netto-Inventarwert pro Aktie einer jeden Aktienkategorie sowie Ausgabe-, Rücknahme- und Umtauschpreis werden von der Gesellschaft oder von einem von ihr dazu Beauftragten regelmäßig, mindestens jedoch zweimal pro Monat in dem vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Rhythmus ermittelt, wobei der Tag oder Moment der Berechnung des Netto-Inventarwertes pro Aktie in dieser Satzung als "Bewertungstag" bezeichnet wird.

Die Gesellschaft kann die Berechnung des Netto-Inventarwertes pro Aktie sowie die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Aktien einer Aktienkategorie in eine andere Aktienkategorie unter den nachfolgend beschriebenen Umständen aussetzen:

(a) Wenn eine oder mehrere Börsen oder andere Märkte, auf welche ein wesentlicher Teil des der betreffenden Aktienkategorie zuzurechnenden Vermögens der Gesellschaft regelmäßig notiert oder gehandelt wird, aus anderen Gründen als aufgrund allgemeiner Feiertage geschlossen sind oder wenn die Transaktionen dort ausgesetzt oder Beschränkungen unterworfen wurden vorausgesetzt, dass diese Schließung, Einschränkung oder Aussetzung die Bewertung der dort notierten oder gehandelten Vermögenswerte der Gesellschaft beeinträchtigt;

(b) wenn nach Ansicht des Verwaltungsrates eine Notlage vorliegt, aufgrund welcher die Gesellschaft über Vermögensanlagen, die einer bestimmten Aktienkategorie zuzuordnen sind, nicht verfügen oder diese Vermögensanlagen nicht bewerten kann; oder

(c) wenn Kommunikations- oder Berechnungsmittel, die zur Bestimmung vom Preis oder Wert der einer Aktienkategorie zuzuordnenden Vermögensanlage oder die Kurse einer Börse oder anderer Märkte außer Funktion sind; oder

(d) solange die Gesellschaft nicht in ausreichendem Umfang Gelder zur Zahlung auf Rücknahmen der Aktien einer Kategorie aufbringen kann oder solange der Übertrag der betreffenden Gelder im Zusammenhang mit dem Erwerb von Vermögensanlage oder der Zahlung auf die Rücknahme von Aktien nach Ansicht des Verwaltungsrates nicht zu üblichen Wechselkursen erfolgen kann; oder

(e) wenn der Wert einer Vermögensanlage der Gesellschaft aus irgendeinem anderen Grund nicht mit der notwendigen Geschwindigkeit oder Genauigkeit ermittelt oder bestimmt werden kann; oder

(f) mit Veröffentlichung der Einberufung einer Generalversammlung, welche über die Auflösung der Gesellschaft oder über die Durchführung einer Verschmelzung der Gesellschaft, entscheiden soll.

(g) mit Veröffentlichung über die Unterrichtung der Anleger über die Entscheidung des Verwaltungsrates, einzelne Teilfonds oder Anteilklassen aufzulösen bzw. einzelne Teilfonds oder Anteilklassen zu verschmelzen.

Eine solche Aussetzung wird von der Gesellschaft, wenn sie dies für angemessen hält, veröffentlicht und den Aktionären, die einen Zeichnungs-, Rücknahme- oder Umtauschantrag im Hinblick auf Aktien, deren Netto-Inventarwertberechnung ausgesetzt wurde, gestellt haben, mitgeteilt.

Während der Aussetzung der Netto-Inventarwertberechnung können Anträge auf Zeichnung, Rücknahme oder Umtausch von Aktien widerrufen werden, sofern ein derartiger Widerruf bei der Gesellschaft vor Ablauf dieser Aussetzungsfrist eingeht.

Die Aussetzung im Hinblick auf eine Aktienkategorie hat keine Auswirkung auf die Berechnung des Netto-Inventarwertes, des Ausgabe-, Rücknahme- oder Umtauschpreises der anderen Aktienkategorien.

Titel III Verwaltung und Aufsicht

Art. 13. Verwaltungsratsmitglieder. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der sich aus mindestens drei Mitgliedern, die keine Aktionäre sein müssen, zusammensetzt. Die Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder beträgt höchstens 6 Jahre.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären auf ihrer Generalversammlung gewählt, welche auch die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie deren Vergütungen festlegt.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit auf Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Im Falle eines freigewordenen Verwaltungsratsmandates können die übrigen Verwaltungsratsmitglieder diese Stelle zeitweilig besetzen; die Aktionäre fassen auf der nachfolgenden Generalversammlung einen endgültigen Beschluss über diese Bestellung.

Art. 14. Verwaltungratssitzungen. Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und gegebenenfalls einen oder mehrere stellvertretende(n) Vorsitzende(n). Er kann einen Sekretär wählen, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muß und der die Protokolle der Verwaltungsratsitzungen und Generalversammlungen der Aktionäre erstellt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung des Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einberufung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratsitzungen und die Hauptversammlungen der Aktionäre. In seiner Abwesenheit bestimmt die Generalversammlung oder der Verwaltungsrat mehrheitlich ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder, im Falle der Generalversammlung, eine andere Person, um diese Versammlungen oder Sitzungen zu leiten.

Der Verwaltungsrat kann Direktoren oder andere Generalbevollmächtigte, wie sie für die erfolgreiche Geschäftsführung der Gesellschaft für notwendig erachtet werden, ernennen. Derartige Ernennungen können vom Verwaltungsrat jederzeit widerrufen werden. Direktoren und Generalbevollmächtigte müssen nicht Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft sein. Die Direktoren und Generalbevollmächtigten verfügen über die ihnen vom Verwaltungsrat erteilten Befugnisse und erfüllen die ihnen vom Verwaltungsrat zugewiesenen Aufgaben, soweit diese Satzung keine anderweitigen Bestimmungen trifft.

Die Einberufung einer Verwaltungsratsitzung erfolgt schriftlich an alle Verwaltungsratsmitglieder mindestens vierundzwanzig Stunden vor dem vorgesehenen Sitzungstermin, außer im Falle einer Dringlichkeit, in welchem Falle Natur und Gründe für diese Dringlichkeit in der Einberufung aufgeführt werden. Die Einberufung ist entbehrlich, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied dem schriftlich durch Kabel, Telex, Telefax oder ein ähnliches Kommunikationsmittel zugestimmt hat. Eine individuelle Einberufung ist entbehrlich im Hinblick auf Verwaltungsratsitzungen, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, wie dies in einem zuvor bereits getroffenen Verwaltungsratsbeschluss festgelegt wurde.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann ein anderes Verwaltungsratsmitglied schriftlich, per Telegramm oder per Telex zu seinem Stellvertreter auf einer Verwaltungsratsitzung bestellen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an einer Verwaltungsratsitzung im Rahmen einer Telefonkonferenz oder vermittelt anderer Kommunikationsmittel, die sicherstellen, dass alle an einer solchen Sitzung teilnehmenden Personen die jeweils anderen Personen hören können, teilnehmen. Die Teilnahme an einer Sitzung in dem vorbezeichneten Weg steht der physischen Teilnahme an einer Sitzung gleich.

Die Verwaltungsratsmitglieder können Handlungen nur im Rahmen ordnungsgemäß einberufener Verwaltungsratsitzungen vornehmen. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch ihre individuelle Unterschrift verpflichten, sofern sie nicht durch einen Verwaltungsratsbeschluss hierzu ermächtigt wurden.

Der Verwaltungsrat kann rechtswirksam nur Beschlüsse treffen und Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder eine andere vom Verwaltungsrat festgelegte Zahl an Verwaltungsratsmitgliedern anwesend oder vertreten sind.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden protokolliert und die entsprechenden Protokolle werden durch den Leiter der Verwaltungsratsitzung unterzeichnet. Abschriften der Auszüge solcher Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden müssen, werden durch den Leiter der Verwaltungsratsitzung oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder rechtswirksam unterzeichnet.

Beschlüsse werden durch Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Der Verwaltungsrat kann einstimmige Entscheidungen im Wege eines Umlaufbeschlusses treffen, wobei die Zustimmung auf einem oder mehreren Schriftstück(en) sowie durch Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder anderer, insbesondere elektronischer Kommunikationsmittel, deren Inhalt allerdings schriftlich zu bestätigen ist, erfolgen kann; die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis des getroffenen Beschlusses.

Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die weitestgehenden Vollmachten, um die Geschäftstätigkeiten auszurichten und zu führen sowie um Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes vorzunehmen, vorbehaltlich der Beachtung der Anlagepolitik gemäß nachfolgend Artikel 21.

Sämtliche nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Generalversammlung zugewiesenen Aufgaben sind dem Verwaltungsrat übertragen.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, eine Verwaltungsgesellschaft, einen Fondsmanager, Anlageberater sowie Anlageausschüsse für die jeweiligen Teilfonds zu ernennen und deren Befugnisse festzulegen.

Art. 16. Verwaltungsgesellschaft. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann unter eigener Verantwortung eine Verwaltungsgesellschaft mit der Anlageverwaltung, der Administration sowie dem Vertrieb der Aktien der Gesellschaft betrauen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist für die Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft verantwortlich. Sie darf für Rechnung der Gesellschaft alle Geschäftsführungs- und Verwaltungsmaßnahmen und alle unmittelbar oder mittelbar mit dem Fondsvermögen bzw. dem Teilfondsvermögen verbundenen Rechte ausüben, insbesondere ihre Aufgaben an qualifizierte Dritte ganz oder teilweise auf eigene Kosten, übertragen.

Sofern die Verwaltungsgesellschaft die Anlageverwaltung auf einen Dritten auslagert, so darf nur ein Unternehmen benannt werden, das für die Ausübung der Vermögensverwaltung zugelassen oder eingetragen ist und einer Aufsicht unterliegt.

Die Verwaltungsgesellschaft erfüllt ihre Verpflichtungen mit der Sorgfalt eines bezahlten Bevollmächtigten.

Die Verwaltungsgesellschaft zieht im Zusammenhang mit der Verwaltung der Aktiva des jeweiligen Teilfonds unter eigener Verantwortung und Kontrolle einen Anlageberater oder Fondsmanagers hinzu. Alle etwaigen Fondsmanager und Anlageberater sowie die übrigen Dienstleister werden direkt aus dem Vermögen der Gesellschaft entlohnt.

Die Anlageentscheidung und die Ordererteilung sind ausschließlich der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, sofern diese keinen Fondsmanager mit dem Fondsmanagement betraut hat.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, unter Wahrung ihrer eigenen Verantwortung und Kontrolle einen Dritten zur Ordererteilung zu bevollmächtigen.

Die Übertragung der Aufgaben darf die Wirksamkeit der Beaufsichtigung durch die Verwaltungsgesellschaft in keiner Weise beeinträchtigen. Insbesondere darf die Verwaltungsgesellschaft durch die Übertragung der Aufgaben nicht daran gehindert werden, im Interesse der Aktionäre zu handeln und dafür zu sorgen, dass die Gesellschaft im besten Interesse der Aktionäre verwaltet wird.

Art. 17. Fondsmanager. Aufgabe des Fondsmanagers ist insbesondere die tägliche Umsetzung der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfondsvermögens und die Führung der Tagesgeschäfte der Vermögensverwaltung unter der Aufsicht, Verantwortung und Kontrolle der Verwaltungsgesellschaft sowie andere damit verbundene Dienstleistungen zu erbringen. Die Erfüllung dieser Aufgaben erfolgt unter Beachtung der Grundsätze der Anlagepolitik und der Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds, wie sie in diesem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) und in der Satzung beschrieben sind, sowie der gesetzlichen Anlagebeschränkungen.

Der Fondsmanager muss über eine Zulassung zur Vermögensverwaltung verfügen und einer Aufsicht unterliegen. Die Anlageentscheidung und die Ordererteilung obliegen dem Fondsmanager. Der Fondsmanager hat das Recht, sich auf eigene Kosten und Verantwortung von Dritten, insbesondere von verschiedenen Anlageberatern, beraten zu lassen.

Es ist dem Fondsmanager gestattet, seine Aufgaben mit Genehmigung der Verwaltungsgesellschaft ganz oder teilweise an Dritte, deren Vergütung ganz zu seinen Lasten geht, auszulagern.

Der Fondsmanager trägt alle Aufwendungen, die ihm in Verbindung mit den von ihm für die Gesellschaft geleisteten Dienstleistungen entstehen. Maklerprovisionen, Transaktionsgebühren und andere im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten anfallende Geschäftskosten werden von dem jeweiligen Teilfonds getragen.

Art. 18. Anlageberater und Anlageausschuss. Der Fondsmanager kann unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten Anlageberater hinzuziehen, insbesondere sich durch einen Anlageausschuss beraten lassen.

Der Anlageberater hat das Recht, sich auf eigene Kosten und Verantwortung von Dritten beraten zu lassen. Er ist jedoch nicht berechtigt, ohne vorherige schriftliche Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft, die Erfüllung seiner Aufgaben einem Dritten zu übertragen. Sofern der Anlageberater seine Aufgaben mit vorheriger Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft einem Dritten übertragen hat, so hat der Anlageberater die dafür entstehenden Kosten selbst zu tragen. In diesem Fall wird der Verkaufsprospekt entsprechend angepasst.

Art. 19. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtswirksam durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder oder durch die alleinige oder gemeinsame Unterschrift der vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigten Person(en) verpflichtet.

Art. 20. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann seine Befugnisse im Rahmen der täglichen Geschäftsführung im Zusammenhang mit den Vermögensanlagen der Gesellschaft (einschließlich der Unterschriftsbefugnis) sowie die Vertretung der Gesellschaft im Zusammenhang mit dieser Geschäftsführung auf ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder auf eine oder mehrere natürliche oder juristische Person(en), die keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen und die die vom Verwaltungsrat bestimmten Befugnisse haben und diese, vorbehaltlich der Ermächtigung des Verwaltungsrates weiterdelegieren können, übertragen.

Der Verwaltungsrat kann auch durch notarielle oder privatschriftliche Urkunde Sondervollmachten gewähren.

Art. 21. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Ziel der Anlagepolitik der einzelnen Teilfonds ist unter Berücksichtigung islamischer Anlagerichtlinien das Erreichen einer sharia-konformen, angemessenen Wertentwicklung in der jeweiligen Teilfondswährung (wie in dieser Satzung i.V.m. dem Verkaufsprospekt sowie dem betreffenden Besonderen Teil zum Verkaufsprospekt definiert). Die teilfondsspezifische Anlagepolitik wird für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Besonderen Teil zum Verkaufsprospekt beschrieben.

Die folgenden allgemeinen Anlagegrundsätze und -beschränkungen gelten für sämtliche Teilfonds, sofern keine Abweichungen oder Ergänzungen für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Besonderen Teil zum Verkaufsprospekt enthalten sind.

Die Gesellschaft erlaubt keine "Market Timing Praktiken", d.h. z. Bsp. das illegale Ausnutzen von Preisdifferenzen in unterschiedlichen Zeitzonen. Sollte ein Verdacht hinsichtlich dieser Praktiken bestehen, wird die Gesellschaft die notwendigen Maßnahmen ergreifen, um die Anleger vor nachteiligen Auswirkungen zu schützen. Die Verwaltungsgesellschaft des Fonds lässt keine Praktiken des Market Timing und Late Trading zu und behält sich das Recht vor, Zeichnungs- und Umtauschanträge abzulehnen, die von einem Anleger stammen, von denen der Fonds annimmt, dass dieser derartige Praktiken anwendet. Die Verwaltungsgesellschaft des Fonds behält sich vor, bei Bedarf Maßnahmen zum Schutz der anderen Anleger des Fonds zu ergreifen.

Das jeweilige Teilfondsvermögen wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung im Sinne der Regeln des Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 und nach den nachfolgend beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen und innerhalb der Anlagebeschränkungen angelegt.

Für den jeweiligen Teilfonds dürfen nur solche Vermögenswerte erworben und verkauft werden, deren Preis den Bewertungskriterien des Artikel 11 dieser Satzung entspricht.

1. Es werden ausschließlich

a) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente erworben, die an einem geregelten Markt zugelassen sind oder gehandelt werden, der für das Publikum offen ist und ordnungsgemäß funktioniert ("geregelter Markt") innerhalb der Kontinente von Europa, Nord- und Südamerika, Australien (einschl. Ozeanien), Afrika und/oder Asien;

b) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente erworben, die an einem anderen geregelten Markt in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union ("Mitgliedstaat"), der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;

c) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente erworben, die an einer Wertpapierbörse eines Drittstaates amtlich notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt eines Drittstaates innerhalb der Kontinente von Europa, Nord- und Südamerika, Australien (einschl. Ozeanien), Afrika und/oder Asien, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;

d) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen erworben, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder auf einem anderen geregelten Markt innerhalb der Kontinente von Europa, Nord- und Südamerika, Australien (einschl. Ozeanien), Afrika und/oder Asien, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, beantragt wird, und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

Sharia-konforme Geldmarktinstrumente sind Sharia-konforme Anlagen, die üblicherweise auf dem OTC- oder dem Geldmarkt gehandelt werden, die liquide sind und deren Wert jederzeit genau bestimmt werden kann.

e) Anteile an Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren ("OGAW") erworben, die entsprechend der Richtlinie 85/611/EWG zugelassen wurden und/oder andere Organismen für gemeinsame Anlagen ("OGA") im Sinne des ersten und zweiten Gedankenstrichs des Artikel 1 (2) der Richtlinie 85/611/EWG gleichgültig ob diese ihren Sitz in einem Mitgliedsstaat oder einem Drittstaat unterhalten, sofern

- diese OGA entsprechend solchen Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht,

- das Schutzniveau der Anteilinhaber dieser OGA dem Schutzniveau der Anteilinhaber eines OGAW gleichwertig und insbesondere die Vorschriften über die getrennte Verwahrung der Vermögenswerte, die Kreditaufnahme, die Kreditge-

währung und die Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind,

- die Geschäftstätigkeit der OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden,

- der OGAW oder andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Vertragsbedingungen bzw. seiner Satzung insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder OGA anlegen darf;

- f) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten getätigt, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedsstaat hat oder, falls der Sitz des Kreditinstituts in einem Drittstaat liegt, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde denen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind;

- g) abgeleitete Finanzinstrumente ("Derivate"), einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, erworben, die an einem der unter Absätzen a), b) oder c); bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden, und/oder abgeleitete Finanzinstrumente, die nicht an einer Börse gehandelt werden ("OTC-Derivate"), sofern

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne des Artikel 41 Absatz 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 oder um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die die Gesellschaft gemäß den in ihren Gründungsunterlagen genannten Anlagezielen investieren darf,

- die Gegenpartei bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der Luxemburger Aufsichtsbehörde zugelassen sind;

- und die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative der Gesellschaft zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Geschäft glattgestellt werden können,

Die Transaktionen sollen auf der Grundlage von Sharia-konformen Vereinbarungen getätigt werden.

Der Kauf oder Verkauf dieser Instrumente anstelle von an einer Börse oder an einem geregelten Markt gehandelten Instrumenten soll nach Einschätzung der Gesellschaft für die Anleger von Vorteil sein. Der Einsatz von OTC-Geschäften ist insbesondere dann von Vorteil, wenn er eine laufzeitkongruente und damit kostengünstigere Absicherung von Vermögenswerten ermöglicht.

- h) Geldmarktinstrumente erworben, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die unter die Definition des Artikel 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente bereits Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt, sie werden

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaates, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, sofern dieser ein Bundesstaat ist, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter den Buchstaben a), b) oder c) dieses Artikels bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden, oder

- von einem Institut, das gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert, oder

- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der Luxemburger Aufsichtsbehörde zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens 10 Mio. Euro, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

2. Wobei jedoch

- a) bis zu 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in andere als die unter Nr. 1 dieses Artikels genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente angelegt werden dürfen;

- b) Optionsscheine auf Wertpapiere, sofern diese Optionsscheine zur amtlichen Notierung zugelassen oder auf anderen geregelten Märkten gehandelt werden und das zugrundeliegende Wertpapier bei Ausübung tatsächlich geliefert wird, nur in geringem Umfang erworben werden dürfen.

- c) Bewegliches und unbewegliches Vermögen erworben werden darf, das für die unmittelbare Ausübung ihrer Tätigkeit unerlässlich ist.

3. Techniken und Instrumente

- a) Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen darf im Rahmen der Bedingungen und Einschränkungen, wie sie von der Luxemburger Aufsichtsbehörde vorgegeben werden, Techniken und Instrumente, die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente zum Gegenstand haben, verwenden, sofern diese Verwendung im Hinblick auf eine effiziente Verwaltung des

jeweiligen Teilfondsvermögens erfolgt. Beziehen sich diese Transaktionen auf die Verwendung von Derivaten, so müssen die Bedingungen und Grenzen mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 übereinstimmen.

Darüber hinaus ist es der Gesellschaft nicht gestattet, bei der Verwendung von Techniken und Instrumenten von ihren im Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) und dieser Satzung festgelegten Anlagezielen abzuweichen.

b) Die Gesellschaft hat sicherzustellen, dass das mit Derivaten verbundene Gesamtrisiko den Gesamtnettowert ihrer Portfolios nicht überschreitet.

Bei der Berechnung des Risikos werden der Marktwert der Basiswerte, das Ausfallrisiko, künftige Marktfluktuationen und die Liquidationsfrist der Positionen berücksichtigt. Dies gilt auch für die beiden nachfolgenden Absätze.

Die Gesellschaft darf für den jeweiligen Teilfonds als Teil seiner Anlagepolitik und im Rahmen der Grenzen des Artikel 42 (3) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 Anlagen in Derivate tätigen, sofern das Gesamtrisiko der Basiswerte die Anlagegrenzen des Artikel 43 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 nicht überschreitet. Investiert der jeweilige Teilfonds in indexbasierte Derivate, so werden diese Anlagen bei den Anlagegrenzen des Artikel 43 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 nicht berücksichtigt.

Wenn ein Derivat in ein Wertpapier oder ein Geldmarktinstrument eingebettet ist, muss es hinsichtlich der Einhaltung der Vorschriften des Artikel 42 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 mit berücksichtigt werden.

c) Wertpapierleihe

Der jeweilige Teilfonds darf bis zu 50% der in seinem Vermögen gehaltenen Wertpapiere im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems, das durch einen anerkannten Abrechnungsorganismus oder durch ein erstklassiges Finanzinstitut organisiert wird, das auf diese Geschäftsart spezialisiert ist, bis zu dreißig Tagen verleihen, vorausgesetzt er erhält eine Sicherheit, deren Wert zum Zeitpunkt des Abschlusses des Leihvertrages mindestens dem Wert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Sofern der Vertrag vorsieht, dass der jeweilige Teilfonds jederzeit von seinem Recht auf Kündigung und Herausgabe der verliehenen Wertpapiere Gebrauch machen kann, so können auch mehr als 50% der im jeweiligen Teilfondsvermögen gehaltenen Wertpapiere verliehen werden.

4. Pensionsgeschäfte

Die Gesellschaft kann sich für den jeweiligen Teilfonds an Pensionsgeschäften beteiligen, die in Käufen und Verkäufen von Wertpapieren bestehen, bei denen die Vereinbarungen dem Käufer das Recht oder die Pflicht einräumen, die verkauften Wertpapiere vom Erwerber zu einem Preis und innerhalb einer Frist zurückzukaufen, die zwischen den beiden Parteien bei Vertragsabschluss vereinbart wurde.

Die Gesellschaft kann bei Pensionsgeschäften entweder als Käufer oder als Verkäufer auftreten. Eine Beteiligung an solchen Geschäften unterliegt jedoch folgenden Richtlinien:

a) Wertpapiere über ein Pensionsgeschäft dürfen nur gekauft oder verkauft werden, wenn es sich bei der Gegenpartei um ein Finanzinstitut erster Ordnung handelt, das sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert hat.

b) Während der Laufzeit eines Pensionsgeschäfts dürfen die vertragsgegenständlichen Wertpapiere vor Ausübung des Rechts auf den Rückkauf dieser Wertpapiere oder vor Ablauf der Rückkauffrist nicht veräußert werden.

Es muss zusätzlich sichergestellt werden, dass der Umfang der Verpflichtungen bei Pensionsgeschäften so gestaltet ist, dass die Gesellschaft für den betreffenden Teilfonds ihren Verpflichtungen zur Rücknahme von Aktien jederzeit nachkommen kann.

Werden die in diesem Artikel genannten Anlagebeschränkungen unbeabsichtigt oder in Folge der Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so hat die Gesellschaft bei ihren Verkäufen als vorrangiges Ziel die Normalisierung der Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre anzustreben.

Die Gesellschaft kann geeignete Dispositionen treffen und mit Einverständnis der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen aufnehmen, die erforderlich sind, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Aktien vertrieben werden sollen.

5. Risikostreuung

a) Es dürfen maximal 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und desselben Emittenten angelegt werden. Jeder Teilfonds darf nicht mehr als 20% seines Vermögens in Einlagen bei ein und derselben Einrichtung anlegen.

Das Ausfallrisiko bei Geschäften der Gesellschaft mit OTC-Derivaten darf folgende Sätze nicht überschreiten:

- 10% des Netto-Teilfondsvermögens, wenn die Gegenpartei ein Kreditinstitut im Sinne von Artikel 41 (1) f) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 ist und

- 5% des Netto-Teilfondsvermögens in allen anderen Fällen.

b) Der Gesamtwert der Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von Emittenten, in deren Wertpapieren und Geldmarktinstrumente die Gesellschaft mehr als 5% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens angelegt hat, darf 40% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens nicht übersteigen. Diese Begrenzung findet keine Anwendung auf Einlagen und Geschäfte mit OTC-Derivaten, die mit Finanzinstituten getätigt werden, die einer Aufsicht unterliegen.

Ungeachtet der einzelnen Obergrenzen des Absatzes 5. Lit. a) darf die Gesellschaft bei ein und derselben Einrichtung höchstens 20% des jeweiligen Teilfondsvermögens in einer Kombination aus

- von dieser Einrichtung begebenen Wertpapiere oder Geldmarktinstrumenten und/oder

- Einlagen bei dieser Einrichtung und/oder
- von dieser Einrichtung erworbenen OTC-Derivaten investieren.

c) Die unter Nr. 5 Lit. a), erster Satz dieses Artikels genannte Anlagegrenze von 10% des Netto-Teilfondsvermögens erhöht sich in den Fällen auf 35% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens, in denen die zu erwerbenden Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente von einem Mitgliedstaat, seinen Gebietskörperschaften, einem Drittstaat oder anderen internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten angehören begeben oder garantiert werden.

d) Die unter Nr. 5 Lit. a), erster Satz dieses Artikels genannte Anlagegrenze von 10% des Netto-Teilfondsvermögens erhöht sich in den Fällen auf 25% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens, in denen die zu erwerbenden Schuldverschreibungen von einem Kreditinstitut ausgegeben werden, das seinen Sitz in einem Mitgliedstaat hat und kraft Gesetzes einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegt, durch die die Inhaber dieser Schuldverschreibungen geschützt werden sollen. Insbesondere müssen die Erlöse aus der Emission dieser Schuldverschreibungen nach dem Gesetz in Vermögenswerten angelegt werden, die während der gesamten Laufzeit der Schuldverschreibungen in ausreichendem Maße die sich daraus ergebenden Verpflichtungen abdecken und die mittels eines vorrangigen Sicherungsrechts im Falle der Nichterfüllung durch den Emittenten für die Rückzahlung des Kapitals und die Zahlung der laufenden Zinsen zur Verfügung stehen.

Sollten mehr als 5 % des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in von solchen Emittenten ausgegebenen Schuldverschreibungen angelegt werden, darf der Gesamtwert der Anlagen in solchen Schuldverschreibungen 80% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten.

e) Die unter Nr. 5 Lit. b) erster Satz dieses Artikels genannte Beschränkung des Gesamtwertes auf 40% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens findet in den Fällen des Lit. c) und d) keine Anwendung.

Die unter Nr. 5 Lit. a) bis d) dieses Artikels beschriebenen Anlagegrenzen von 10%, 35% bzw. 25% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens dürfen nicht kumulativ betrachtet werden, sondern es dürfen insgesamt nur maximal 35% des Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten ein und derselben Einrichtung oder in Einlagen oder Derivative bei derselben angelegt werden.

Gesellschaften, die im Hinblick auf die Erstellung des konsolidierten Abschlusses im Sinne der Richtlinie 83/349/EWG oder nach den anerkannten internationalen Rechnungslegungsvorschriften derselben Unternehmensgruppe angehören, sind bei der Berechnung der in dieser Nr. 6 a) bis e) dieses Artikels vorgesehenen Anlagegrenzen als eine einzige Einrichtung anzusehen.

Der jeweilige Teilfonds darf 20% seines Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente ein und derselben Unternehmensgruppe investieren.

Anlagen in Sharia-konformen Derivaten werden auf die unter Nr. 5 Lit. a) bis e) dieses Artikels aufgeführten Anlagegrenzen angerechnet.

f) Unbeschadet der in Artikel 48 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 festgelegten Anlagegrenzen kann die Verwaltungsgesellschaft im Namen der Gesellschaft für den jeweiligen Teilfonds bis zu 20% seines Netto-Teilfondsvermögens in Aktien und Schuldtiteln ein und derselben Einrichtung zu investieren, wenn die Nachbildung eines von der Luxemburger Aufsichtsbehörde anerkannten Aktien- oder Schuldtitelindex das Ziel der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds ist. Voraussetzung hierfür ist jedoch, dass:

- die Zusammensetzung des Index hinreichend diversifiziert ist;
- der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt darstellt, auf den er sich bezieht, und
- der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird.

Die vorgenannte Anlagegrenze erhöht sich auf 35% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in den Fällen, in denen es aufgrund außergewöhnlicher Marktverhältnisse gerechtfertigt ist, insbesondere auf geregelten Märkten, auf denen bestimmte Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente stark dominieren. Diese Anlagegrenze gilt nur für die Anlage bei einem einzigen Emittenten.

g) Unbeschadet des unter Artikel 43 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 Gesagten, dürfen unter Wahrung des Grundsatzes der Risikostreuung, bis zu 100% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten angelegt werden, die von einem EU-Mitgliedstaat, seinen Gebietskörperschaften, einem OECD-Mitgliedstaat oder von internationalen Organismen, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, ausgegeben werden oder garantiert sind. In jedem Fall müssen die im jeweiligen Teilfondsvermögen enthaltenen Wertpapiere aus sechs verschiedenen Emissionen stammen, wobei der Wert der Wertpapiere, die aus ein und derselben Emission stammen, 30% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten darf.

h) Für den jeweiligen Teilfonds dürfen nicht mehr als 20% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in Anteilen ein und desselben OGAW oder ein und desselben anderen OGA gemäß Artikel 41 (1) e) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 angelegt werden.

i) Für den jeweiligen Teilfonds dürfen nicht mehr als 30% des Netto-Teilfondsvermögens in andere OGA angelegt werden. In diesen Fällen müssen die Anlagegrenzen des Artikel 43 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 hinsichtlich der Vermögenswerte der OGAW bzw. OGA, von denen Anteile erworben werden, nicht gewahrt sein.

j) Für den jeweiligen Teilfonds kann sich die Gesellschaft in den Anlagen in andere OGAW/ OGA auf bis zu 10% des Nettoteilfondsvermögens beschränken, um als "Zielfonds" für andere OGAW/ OGA gelten zu können. Eine solche Beschränkung findet im ausführlichen Verkaufsprospekt hinsichtlich des betroffenen Teilfonds Erwähnung.

k) Erwirbt die Gesellschaft Anteile anderer OGAW und/oder sonstiger anderer OGA, die unmittelbar oder aufgrund einer Übertragung von derselben Verwaltungsgesellschaft oder von einer Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, so darf die Verwaltungsgesellschaft oder die andere Gesellschaft für die Zeichnung oder die Rücknahme von Anteilen dieser anderen OGAW und/oder OGA durch den OGAW keine Gebühren berechnen (inkl. Ausgabeaufschlägen und Rücknahmeabschlägen).

Generell kann es bei dem Erwerb von Anteilen anderer OGAW und/oder OGA zu der Erhebung einer Verwaltungsvergütung auf Ebene des anderen OGAW und/oder OGA kommen. Die Gesellschaft wird dabei nicht in Zielfonds anlegen, die einer Verwaltungsvergütung von mehr als 3% unterliegen. Der Rechenschaftsbericht der Gesellschaft wird betreffend den jeweiligen Teilfonds Informationen enthalten, wie hoch der Anteil der Verwaltungsvergütung maximal ist, welche der Teilfonds einerseits und die anderen OGAW und/oder OGA, in die der Teilfonds investiert, andererseits zu tragen haben.

l) Es ist der Gesellschaft nicht gestattet, die von ihr verwalteten OGAW nach Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 dafür zu benutzen, um eine Anzahl an mit Stimmrechten verbundenen Aktien zu erwerben, die es ihr ermöglichen einen nennenswerten Einfluss auf die Geschäftsführung eines Emittenten auszuüben.

Werden für einen Teilfonds Anteile eines Sharia-konformen OGAW oder Sharia-konformen OGA erworben, werden die Anlagewerte des betreffenden OGAW oder OGA in Bezug auf die unter Nr. 5 Lit. a) bis e) dieses Artikels aufgeführten Anlagegrenzen nicht berücksichtigt.

m) Weiter können für die Gesellschaft

- bis zu 10% der stimmrechtslosen Aktien ein und desselben Emittenten,
- bis zu 10% der ausgegebenen Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten,
- bis zu 25% der ausgegebenen Anteile ein und desselben OGAW und/oder OGA,
- bis zu 10% der Geldmarktinstrumente ein und desselben Emittenten erworben werden.

n) Die unter Nr. 5 Lit. k) bis l) genannten Anlagegrenzen finden keine Anwendung soweit es sich um

- Wertpapiere und Geldmarktinstrumente handelt, die von einem Mitgliedstaat oder dessen Gebietskörperschaften, oder von einem Drittstaat gegeben oder garantiert werden;

- Wertpapiere und Geldmarktinstrumente handelt, die von einer internationalen Körperschaft öffentlich-rechtlichen Charakters gegeben werden, der ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören.

- Aktien handelt, die der jeweilige Teilfonds an dem Kapital einer Gesellschaft eines Drittstaates besitzt, die ihr Vermögen im wesentlichen in Wertpapieren von Emittenten anlegt, die in diesem Staat ansässig sind, wenn eine derartige Beteiligung für den jeweiligen Teilfonds aufgrund der Rechtsvorschriften dieses Staates die einzige Möglichkeit darstellt, Anlagen in Wertpapieren von Emittenten dieses Staates zu tätigen. Diese Ausnahmeregelung gilt jedoch nur unter der Voraussetzung, dass die Gesellschaft des Staates außerhalb der Europäischen Union in ihrer Anlagepolitik die in Artikel 43, 46 und 48 (1) und (2) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 festgelegten Grenzen beachtet. Bei der Überschreitung der in den Artikeln 43 und 46 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 genannten Grenzen findet Artikel 49 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 sinngemäß Anwendung.

- Aktien, die von einer oder von mehreren Gesellschaften am Kapital von Tochtergesellschaften gehalten werden, die im Niederlassungsstaat der Tochtergesellschaft lediglich und ausschließlich für diese Gesellschaft oder -gesellschaften bestimmte Verwaltungs-, Beratungs- oder Vertriebstätigkeiten im Hinblick auf die Rücknahme von Anteilen auf Wunsch der Anteilinhaber ausüben.

6. Flüssige Mittel

Ein Teil des Netto-Teilfondsvermögens darf in flüssigen Mitteln, die jedoch nur akzessorischen Charakter haben dürfen, gehalten werden.

7. Kredite und Belastungsverbote

a) Das jeweilige Teilfondsvermögen darf nicht verpfändet oder sonst belastet, zur Sicherung übereignet oder zur Sicherung abgetreten werden, es sei denn, es handelt sich um Kreditaufnahmen im Sinne des nachstehenden Lit. b) oder um Sicherheitsleistungen zur Erfüllung von Einschuss- oder Nachschussverpflichtungen im Rahmen der Abwicklung von Geschäften mit Finanzinstrumenten.

b) Kredite zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens dürfen nur kurzfristig und bis zu einer Höhe von 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens aufgenommen werden. Ausgenommen hiervon ist der Erwerb von Fremdwährungen durch "Back-to-Back"- Darlehen.

c) Zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden, wobei dies dem Erwerb von noch nicht voll eingezahlten Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten oder anderen Finanzinstrumenten gemäß Artikel 41 (1) e), g) und h) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 nicht entgegensteht.

d) Die Gesellschaft darf Kredite bis zu 10 % des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens aufnehmen, sofern es sich um Kredite handelt, die den Erwerb von Immobilien ermöglichen sollen, die für die unmittelbare Ausübung ihrer Tätigkeit unerlässlich sind; in diesem Fall dürfen diese sowie die Kredite nach Lit. b) zusammen 15% des Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten.

8. Weitere Anlagerichtlinien

a) Wertpapierleerverkäufe sind nicht zulässig.

b) Das jeweilige Teilfondsvermögen darf nicht in Immobilien, Edelmetallen oder Zertifikaten über solche Edelmetalle, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden.

c) Für den jeweiligen Teilfonds dürfen keine Verbindlichkeiten eingegangen werden, die, zusammen mit den Krediten nach Nr. 7 Lit. b) dieses Artikels, 10% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens überschreiten.

9. Die in diesem Artikel genannten Anlagebeschränkungen beziehen sich auf den Zeitpunkt des Erwerbs der Wertpapiere. Werden die Prozentsätze nachträglich durch Kursentwicklungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft unverzüglich unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre eine Rückführung in den vorgegebenen Rahmen anstreben.

10. Die Gesellschaft kann für einen Teilfonds auch Transaktionen abschließen und in Währungen (Devisenkassaverkauf) oder andere Sharia-konforme Instrumente investieren, bei denen verbundene Unternehmen als Broker tätig sind bzw. für eigene Rechnung oder für Rechnung ihrer Kunden auftreten. Dies gilt auch für solche Fälle, bei denen verbundene Unternehmen oder deren Kunden analog der Transaktionen der Gesellschaft handeln. Die Gesellschaft kann für einen Teilfonds auch wechselseitige Transaktionen tätigen, bei denen verbundene Unternehmen im Namen der Gesellschaft und gleichzeitig der beteiligten Gegenpartei handeln. In solchen Fällen liegt eine besondere Verantwortung gegenüber beiden Parteien bei den verbundenen Unternehmen. Die verbundenen Unternehmen können auch Sharia-konforme derivative Instrumente entwickeln, ausstellen oder emittieren, bei denen die zugrunde liegenden Wertpapiere, Währungen oder Instrumente die Anlagen sein dürfen, in welche die Gesellschaft investiert oder die auf der Performance eines Teilfonds basieren. Die Gesellschaft kann Sharia-konforme Anlagen erwerben, die von verbundenen Unternehmen entweder ausgegeben wurden oder Gegenstand eines Zeichnungsangebots oder sonstigen Vertriebs dieser Einheiten sind. Die von den verbundenen Unternehmen erhobenen Provisionen und Kursauf- bzw. -abschläge sollen angemessen sein.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, zusätzliche Anlagebeschränkungen aufzustellen, sofern diese notwendig sind, um den gesetzlichen und verwaltungsrechtlichen Bestimmungen in Ländern, in denen die Anteile der Gesellschaft angeboten oder verkauft werden, zu entsprechen.

11. Die Begriffe "Sharia-konforme Wertpapiere" und "Sharia-konforme Geldmarktinstrumente" umfassen auch Sharia-konforme Wertpapiere und Sharia-konforme Geldmarktinstrumente, in die ein oder mehrere Derivat(e) eingebettet ist bzw. sind ("strukturierte Produkte").

Zudem darf der Verwaltungsrat bestimmen, dass andere als die vorgenannten Vermögensgegenstände erworben werden können, wenn dies unter Berücksichtigung der islamischen Anlageleitlinien, anwendbaren Gesetze und Verordnungen zulässig ist.

12. Anlagen eines jeglichen Teilfonds der Gesellschaft können unmittelbar oder mittelbar über hundertprozentig im Eigentum der Gesellschaft befindliche Tochtergesellschaften erfolgen, entsprechend der jeweils zu treffenden Entscheidung des Verwaltungsrats und wie im einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Anteilen der Gesellschaft beschrieben. Bezüge auf Vermögenswerte und Anlagen in dieser Satzung bezeichnen dementsprechend entweder unmittelbar getätigte Anlagen oder unmittelbar für die Gesellschaft gehaltene Vermögenswerte oder solche Anlagen oder Vermögenswerte, die mittelbar über die vorerwähnte Tochtergesellschaft für die Gesellschaft getätigt oder gehalten werden.

13. Die Gesellschaft ist ermächtigt, wie vom Verwaltungsrat der Gesellschaft in Übereinstimmung mit den anwendbaren Gesetzen und Bestimmungen festgelegt, Sharia-konforme Techniken und Instrumente, die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente sowie andere ggf. gesetzlich zulässige Sharia-konforme Vermögensgegenstände zum Gegenstand haben, zu verwenden, wobei solche Techniken und Instrumente im Zusammenhang mit der effizienten Verwaltung des Vermögens eingesetzt werden müssen.

Art. 22. Entschädigung der Verwaltungsratsmitglieder. Die Gesellschaft kann jedes Verwaltungsratsmitglied, jeden Direktor oder jeden Generalbevollmächtigten und dessen Erben, Testamentsvollstrecker und sonstige Rechtsinhaber für angemessene Kosten in Verbindung mit jeglicher Klage oder jeglichem Verfahren, im Zusammenhang mit welche(n) eine solche Person aufgrund ihrer Position als Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Generalbevollmächtigter der Gesellschaft oder - auf deren Verlangen der Gesellschaft hin - jeglicher anderen Gesellschaft, an der die Gesellschaft Aktionär oder gegenüber der die Gesellschaft Gläubiger ist und gegenüber welcher diese Person kein Recht auf eine Entschädigung hat, betroffen ist, entschädigen, außer im Zusammenhang mit Angelegenheiten, in denen eine solche Person aufgrund einer solchen Klage oder in einem solchen Verfahren wegen Nachlässigkeit oder grober Fahrlässigkeit endgültig verurteilt wird. Im Falle eines außergerichtlichen Übereinkommens erfolgt die Entschädigung nur, nachdem der Gesellschaft von ihrem Rechtsberater bestätigt wurde, dass sich das zu entschädigende Verwaltungsratsmitglied bzw. der zu entschädigende Direktor oder Generalbevollmächtigte keine Pflichtverletzung hat zuschulden kommen lassen. Der vorstehend beschriebene Anspruch schließt weitere, im Rahmen der Stellung als Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Generalbevollmächtigter geltend zu machende Ansprüche nicht aus.

Art. 23. Entgegenstehendes Interesse. Kein Vertrag und kein sonstiges Geschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Firmen wird beeinträchtigt oder unwirksam durch den Umstand, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglied(er), Direktor(en) oder Generalbevollmächtigte(r) der Gesellschaft an einer solchen Gesellschaft beteiligt oder Mitglied(er) des Verwaltungsrates, Gesellschafter, Direktor(en), Generalbevollmächtigte(r) oder Angestellte(r) dieser Gesellschaften, oder Firmen ist/sind. Ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Generalbevollmächtigter der Gesellschaft, der gleichzeitig Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Generalbevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft oder Firma ist, mit der die Gesellschaft vertraglich oder anderweitig in Geschäftsbeziehung tritt, wird auf Grund dieser Zugehörigkeit zur betreffenden Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, über alle mit einem solchen Vertrag oder Geschäft verbundenen Fragen zu beraten, darüber abzustimmen oder zu handeln.

Falls ein Mitglied des Verwaltungsrates, ein Direktor oder ein Generalbevollmächtigter der Gesellschaft an einem Geschäft der Gesellschaft ein entgegenstehendes Interesse hat, muss er dies dem Verwaltungsrat mitteilen und er wird im Hinblick auf dieses Geschäft nicht an Beratungen und Abstimmungen teilnehmen. Bericht hierüber erfolgt an die nächstfolgende Generalversammlung.

Der Ausdruck "entgegenstehendes Interesse" im Sinne des vorhergehenden Satzes, bezieht sich nicht auf Geschäftsbeziehungen oder Interessen, die lediglich in irgendeiner Weise oder aus irgendeinem Grund im Zusammenhang mit der Depotbank, dem Manager oder jegliche anderen Person, Gesellschaft oder juristischen Einheit, wie diese der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit nach freiem Ermessen festlegt, stehen.

Art. 24. Beirat. Der Verwaltungsrat kann zur Unterstützung seiner Geschäftstätigkeit einen Beirat ernennen, dem nicht mehr als 15 Mitglieder angehören dürfen.

Der Verwaltungsrat ernennt diese Mitglieder nach freiem Ermessen aus dem Kreis der mit der Gesellschaft zusammenarbeitenden Geschäftspartner nach Maßgabe ihrer Geschäftsbeziehungen mit der Gesellschaft.

Der Beirat kann den Verwaltungsrat in allen Belangen, die in dessen Kompetenz fallen, beraten. Eine Entscheidungskompetenz kommt dem Beirat nicht zu.

Der Beirat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden. Die Bestimmungen über die interne Organisation und die Protokolle des Verwaltungsrates finden entsprechende Anwendung. Die Protokolle und Empfehlungen des Beirates sind allen Mitgliedern des Verwaltungsrates zur Kenntnis zu bringen.

Der Verwaltungsrat kann über die Ernennung der Mitglieder des Beirates und die interne Organisation des Beirates eine Geschäftsordnung erlassen.

Art. 25. Sharia-Board. Der Verwaltungsrat kann zur Unterstützung seiner Geschäftstätigkeit in Bezug auf die Erlangung und / oder Aufrechterhaltung der Sharia-Konformität des Fonds einen Sharia-Board bestellen. Das Sharia-Board besteht im Regelfall aus drei Mitgliedern.

Der Verwaltungsrat ernennt diese Mitglieder nach freiem Ermessen.

Art. 26. Aufsicht. Die in dem von der Gesellschaft aufgestellten Jahresbericht enthaltenen Buchungsdaten werden von einem Wirtschaftsprüfer geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und dessen Vergütung von der Gesellschaft getragen wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche von dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen vorgeschriebenen Aufgaben.

Titel IV Generalversammlung

Art. 27. Generalversammlungen. Die Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft vertritt die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Dort gefasste Beschlüsse binden alle Aktionäre unabhängig davon, welche Aktienkategorie sie halten, soweit diese Beschlüsse nicht in Rechte der getrennten Gesellschafterversammlung der Aktionäre einer bestimmten Klasse oder Kategorie gemäß den nachfolgenden Bestimmungen eingreifen. Die Generalversammlung verfügt über die umfassenden Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit den Geschäften der Gesellschaft anzuordnen, vorzunehmen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen.

Sie kann auch auf Ersuchen der Aktionäre, die wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten, einberufen werden.

Die jährliche Generalversammlung tritt entsprechend den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts an dem in der Einberufung angegebenen Ort oder am Sitz der Gesellschaft am 3. Mittwoch im Januar um 12,00 Uhr zusammen.

Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder ein Tag, an welchem die Banken in Luxemburg nicht allgemein zum ordentlichen Geschäftsbetrieb geöffnet sind, so tritt die Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag zusammen.

Weitere Generalversammlungen können an den Orten und zu der Zeit, wie in der Einladung angegeben, abgehalten werden.

Die Aktionäre treten auf Einberufung des Verwaltungsrates aufgrund einer Mitteilung, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Versammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen im Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen; ein Nachweis über diese Mitteilungen an die Inhaber von Na-

mensaktien muss auf der Versammlung nicht erbracht werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen einberufen wird, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Falls Inhaberaktien ausgegeben wurden, werden die Einladungen entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im *Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations*, in einer oder mehreren luxemburgischen Zeitung(en) sowie, entsprechend den Bestimmungen des Verwaltungsrates, in anderen Zeitungen veröffentlicht.

Wenn alle Aktien als Namensaktien ausgegeben wurden und Veröffentlichungen nicht erfolgten, können die Einladungen lediglich durch Einschreiben an die Adressen der Aktionäre erfolgen.

Falls alle Aktionäre anwesend oder vertreten sind und erklären, sich als ordnungsgemäß geladen zu betrachten und von der zur Beratung unterbreiteten Tagesordnung im Voraus Kenntnis gehabt zu haben, kann die Generalversammlung ohne Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche anderen Bedingungen aufstellen, die von den Aktionären zu erfüllen sind, um an einer Generalversammlung teilzunehmen.

Die auf einer Generalversammlung zu behandelnden Fragen sind auf die in der Tagesordnung (welche sämtliche gesetzlich erforderlichen Angaben enthält) aufgeführten und damit in Zusammenhang stehenden Punkten beschränkt.

Ein Aktionär kann sich auf jeder Generalversammlung durch einen Bevollmächtigten, der nicht Aktionär sein muss, aufgrund einer schriftlich erteilten Vollmacht vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung, können die Beschlüsse der Generalversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre getroffen werden.

Art. 28. Generalversammlungen der Aktionäre eines Teilfonds. Aktionäre einer oder der an einem Teilfonds ausgegebenen Aktienkategorie(n) können zu jeder Zeit Generalversammlungen abhalten, die über Angelegenheiten entscheiden, die ausschließlich diesen Teilfonds betreffen und nicht gemäß Gesetz oder dieser Satzung der Generalversammlung oder dem Verwaltungsrat vorbehalten sind. Beschlüsse von getrennten Generalversammlungen der Aktionäre eines Teilfonds dürfen nicht in die Rechte von Aktionären anderer Teilfonds oder Kategorien oder in die Rechte und Kompetenzen der Hauptversammlung oder des Verwaltungsrates eingreifen.

Die Bestimmungen des Artikels 23 gelten für solche Generalversammlungen sinngemäß.

Jede Aktie verleiht das Recht auf eine Stimme entsprechend den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts und dieser Satzung. Die Aktionäre können auf solchen Versammlungen persönlich anwesend sein oder sich aufgrund einer schriftlich erteilten Vollmacht durch einen Bevollmächtigten, der nicht Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder dieser Satzung werden die Beschlüsse auf einer Generalversammlung der Aktionäre eines Teilfonds mit einfacher Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 29. Die Verschmelzung der Gesellschaft mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen ("OGA"). Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung mit einem anderen OGA in Wertpapieren ("OGAW") verschmolzen werden. Der Beschluss bedarf des Anwesenheitsquorums und der Mehrheit, wie sie im Gesetz vom 10. August 1915 für Satzungsänderungen vorgesehen sind. Der Beschluss der Generalversammlung zur Verschmelzung der Gesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

Art. 30. Die Liquidation der Gesellschaft

1. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung liquidiert werden. Der Beschluss ist unter Einhaltung der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Bestimmungen zu fassen, es sei denn diese Satzung, das Gesetz vom 10. August 1915 oder das Gesetz vom 20. Dezember 2002 verzichten auf die Einhaltung dieser Bestimmungen.

Sinkt das Fondsvermögen der Gesellschaft unter zwei Drittel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Gesellschaft eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Gesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird mit einer einfachen Mehrheit der anwesenden bzw. vertretenden Aktien beschlossen.

Sinkt das Fondsvermögen der Gesellschaft unter ein Viertel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Gesellschaft eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Gesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird mit einer Mehrheit von 25% der in der Generalversammlung anwesenden bzw. vertretenden Aktien beschlossen.

Die Einberufungen zu den vorgenannten Generalversammlungen erfolgen jeweils innerhalb von 40 Tagen nach Feststellung des Umstandes, dass das Fondsvermögen unter zwei Drittel bzw. unter ein Viertel des Mindestkapitals gesunken ist.

Der Beschluss der Generalversammlung zur Liquidation der Gesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

2. Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Gesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien der Gesellschaft mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

3. Nettoliquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

Art. 31. Die Verschmelzung eines oder mehrerer Teilfonds

1. Verschmelzung eines Teilfonds der Gesellschaft durch Einbringung in einen anderen Teilfonds derselben Gesellschaft oder in einen anderen Teilfonds luxemburgischen Rechts:

Ein Teilfonds der Gesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft durch Einbringung in einen anderen Teilfonds der Gesellschaft oder einen anderen Teilfonds luxemburgischen Rechts, der nach Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 aufgelegt wurde, verschmolzen werden. Die Verschmelzung kann insbesondere in folgenden Fällen beschlossen werden:

- sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten.

- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Teilfonds zu verwalten.

Der Beschluss des Verwaltungsrates zur Verschmelzung wird jeweils in einer vom Verwaltungsrat bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Aktien des einzubringenden Fonds oder Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht.

Unbeschadet des vorhergehenden Absatzes sind die Aktionäre, die mit der Verschmelzung nicht einverstanden sind, innerhalb eines Monats nach Veröffentlichung der Mitteilung an die Aktionäre über die Verschmelzung, berechtigt, ihre Aktien kostenfrei zurückzugeben. Aktionäre, die von diesem Recht keinen Gebrauch gemacht haben, sind an den gefassten Beschluss über die Verschmelzung gebunden.

2. Darüber hinaus gilt in den Fällen, in denen ein Teilfonds mit einem Teilfonds eines fonds commun de placement verschmolzen wird, dass dieser Beschluss nur die Aktionäre verpflichten darf, die sich zugunsten der Einbringung ausgesprochen haben.

3. Verschmelzung eines Teilfonds der Gesellschaft durch Einbringung in einen anderen OGA ausländischen Rechts.

Die Einbringung eines Teilfonds der Gesellschaft in einen ausländischen OGA ist nur mit der einstimmigen Billigung aller Aktionäre des betroffenen Teilfonds möglich, es sei denn, es werden nur die Aktionäre, die sich für die Einbringung ausgesprochen haben, übertragen.

Für die Verschmelzung von Aktienklassen gilt das vorstehend Gesagte analog.

Art. 32. Die Liquidation eines oder mehrerer Teilfonds

1. Ein Teilfonds der Gesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft liquidiert werden. Die Liquidation kann insbesondere in folgenden Fällen beschlossen werden:

- sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten.

- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Teilfonds zu verwalten.

Der Liquidationsbeschluss des Verwaltungsrates ist im Einklang mit den Bestimmungen für die Veröffentlichung der Mitteilungen an die Aktionäre und in Form einer solchen zu veröffentlichen. Der Liquidationsbeschluss bedarf der vorherigen Genehmigung durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde.

Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Gesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien der Gesellschaft mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

2. Nettoliquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

Für die Liquidation von Aktienklassen gilt das vorstehend Gesagte analog.

Art. 33. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. September und endet am 31. August des nächstfolgenden Kalenderjahres.

Art. 34. Ausschüttungen. Im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen entscheidet die Generalversammlung der Aktionäre der an einem Teilfonds ausgegebenen Aktien der entsprechenden Aktienkategorie(n) auf Vorschlag des Verwaltungsrates über die Ergebnisverwendung und kann eine Ausschüttung beschließen oder den Verwaltungsrat dazu ermächtigen, Ausschüttungen zu beschließen.

Im Hinblick auf jede ausschüttungsberechtigte Aktienkategorie kann der Verwaltungsrat unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen die Zahlung von Zwischendividenden beschließen. Die Zahlung aller Ausschüttungsbeträge erfolgt auf Namensaktien an die im Aktienregister angegebene Adresse und auf Inhaberaktien gegen Vorlage des Ertragsscheines bei der oder den hierzu von der Gesellschaft bezeichneten Stelle(n).

Ausschüttungen können nach Wahl des Verwaltungsrates in jeder Währung sowie zu dem Zeitpunkt und an dem Ort wie sie vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmt werden, ausbezahlt werden.

Der Verwaltungsrat kann, unter Berücksichtigung der von ihm aufgestellten Bedingungen und Modalitäten Natural- statt Barausschüttungen beschließen.

Der Verwaltungsrat kann Gratisaktien an Stelle von Bardividenden unter den Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat näher festzulegen sind, beschließen.

Jede erklärte Ausschüttung, welche vom Berechtigten nicht innerhalb von fünf Jahren nach Zuteilung eingefordert wurde, kann nicht mehr eingefordert werden und verfällt zugunsten des der bzw. den jeweiligen Aktienkategorie(n) entsprechenden Teilfonds.

Auf von der Gesellschaft erklärte und zugunsten des Berechtigten bereitgestellte Ausschüttungen werden keine Zinsen bezahlt.

Titel V Schlussbestimmungen

Art. 35. Satzungsänderung. Die vorliegende Satzung kann durch eine Generalversammlung unter Beachtung der vom Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen aufgestellten Anwesenheitsquoten und Mehrheitserfordernisse geändert werden. Alle Änderungen der Rechte von Aktionären einer Aktienkategorie oder eines Teilfonds im Verhältnis zu denjenigen einer anderen Aktienkategorie oder eines anderen Teilfonds können nur erfolgen, falls diese mit den im Gesetz von 1915 und der vorliegenden Satzung für Satzungsänderungen vorgesehenen Bedingungen auch in der betreffenden Aktienkategorie bzw. im betreffenden Teilfonds erfüllt sind.

Art. 36. Begriffsbestimmungen

"Sharia"

Die Grundsätze, Gebote und Lehren des islamischen Rechts aus dem Koran und aus den Lehren und Beispielen des heiligen Propheten Muhammad, der Friede sei mit ihm, gemäß Auslegung durch den Sharia-Board und/oder den Sharia-Berater.

"Sharia-Board"

Das von der Verwaltungsgesellschaft ernannte Sharia-Board, das beratend für die Gesellschaft fungiert.

"Islamische Anlagerichtlinien"

Die Anlagerichtlinien, die in der Fatwa aufgeführt sind und jene, die vom Sharia-Berater erlassen wurden oder zu welchen dieser seinen Rat erteilt hat, und die vom Sharia-Board genehmigt wurden und für die Gesellschaft laut näheren Beschreibungen in diesem Verkaufsprospekt gelten.

"Unerlaubtes Vermögen"

Vermögen der Gesellschaft, das gegen die islamischen Anlagerichtlinien verstößt und/oder gegen die vom Sharia-Board und/oder dem Sharia-Berater erteilten Richtlinien.

"Unerlaubte Erträge"

Bardividenden (aus den Zinserträgen einer Gesellschaft und aus deren Erträgen, die aus unerlaubten und unzulässigen Aktivitäten entstehen) und sonstige unerlaubte Erträge, einschließlich Zinserträge, nach Feststellung durch den Sharia-Rat und/oder den Sharia-Berater.

"Sukuk"

Zertifikate gleichen Wertes, die ungeteilte Inhaberanteile bestimmter zugrunde liegender Vermögenswerte darstellen.

Art. 37. Klarstellung. Bezeichnungen in männlicher Form schließen Bezeichnungen in weiblicher Form ein und die Bezeichnung "Person" umfasst auch Gesellschaften, Vereinigungen oder sonstige Personengruppen unabhängig davon, ob diese als Gesellschaften oder Vereinigungen im Rechtssinne verfasst sind oder nicht.

Art. 38. Anzuwendende Rechtsvorschriften. Für sämtliche in dieser Satzung nicht spezifisch geregelte Fragen sind die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Bestimmungen des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen einschließlich der nachfolgenden Änderungen und Ergänzungen dieser Gesetze einschlägig.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Investmentgesellschaft und endet am 31. August 2010.

Die erste Generalversammlung findet am 3. Mittwoch im Januar um 12.00 Uhr im Jahre 2011 statt.

Zeichnung und Einzahlung

Das Anfangskapital der Investmentgesellschaft von EUR 31.000.- (einunddreissigtausend Euro) eingeteilt in 310 (dreihundertzehn) Aktien ohne Nennwert wurde wie folgt gezeichnet:

1) Meridio Vermögensverwaltung AG, vorbezeichnet dreihundertneun Aktien	309 Aktien
2) Herr Roman MERTES, vorbezeichnet eine Aktie	1 Aktie
Gesamt: dreihundertzehn Aktien	310 Aktien

Sämtliche Aktien wurden voll in bar eingezahlt, sodass der Betrag von EUR 31.000.- (einunddreissigtausend Euro) der Gesellschaft zur Verfügung steht, wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt hiermit, dass er die in Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes von 1915 für Wirtschaftsunternehmen, in der derzeit gültigen Fassung, genannten Bedingungen festgestellt hat und bestätigt ausdrücklich, dass diese erfüllt worden sind.

Kosten

Die Gründungskosten welche der Investmentgesellschaft in Rechnung gestellt werden belaufen sich auf ungefähr EUR 4.000.-.

Hauptversammlung der Anteilhaber

Die oben genannten Personen, die das gesamte gezeichnete Kapital repräsentieren und die sich selbst als ordnungsgemäß versammelt betrachten, haben unverzüglich eine Hauptversammlung der Anteilhaber abgehalten, die das folgende beschlossen hat:

1) Als Verwaltungsratsmitglieder der Investmentgesellschaft wurden gewählt:

Thomas Amend

Geboren am 02.03.1956 in Dinslaken

Geschäftsführendes Mitglied des Verwaltungsrats

Axxion SA

1B, Parc d'Activité Syrdall

L-5365 Munsbach

Roman Mertes

Geboren am 10.08.1960 in Völklingen

Mitglied der Geschäftsführung

Axxion SA

1B, Parc d'Activité Syrdall

L-5365 Munsbach

Uwe Zimmer

Geboren am 29.04.1961 in Köln

Vorstand

Meridio Vermögensverwaltungs AG

Oberländer Ufer 172

D-50968 Köln

Ihr Mandat endet mit der Jahreshauptversammlung im Jahr 2011.

2) Zum Wirtschaftsprüfer der Investmentgesellschaft wurde bestellt:

KPMG AUDIT S.à r.l. , mit Sitz in L-2520 Luxemburg, 31, allée Scheffer, R.C.S. Luxembourg B 103.590.

Sein Mandat endet mit der Jahreshauptversammlung im Jahr 2011.

3) Sitz der Investmentgesellschaft ist: L-5365 Munsbach, 1B, Parc d'Activité Syrdall.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: T. SCHULZE-KASCHEL, A. RAU und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 novembre 2009. Relation: LAC/2009/50710. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial erteilt.

Luxemburg, den 30. November 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009148665/1128.

(090183653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2009.

UniEuroRenta EM 2015, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement, welches am 14. Oktober 2009 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 23. Oktober 2009.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009139254/11.

(090170119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2009.

DWS Euro-Corp High Yield, Fonds Commun de Placement.

Das mit Wirkung zum 01.12.2009 in Kraft tretende Verwaltungsreglement - Besonderer Teil wurde beim Registre de Commerce et des Sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS Investment S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009141206/10.

(090173699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2009.

NCRAM Loan Trust, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion coordonné au 21 décembre 2009 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Global Funds Management S.A.

Signature

Référence de publication: 2009151392/9.

(090187628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2009.

NCRAM Loan Trust, Fonds Commun de Placement.

L'acte modificatif au règlement de gestion au 21 décembre 2009 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Global Funds Management S.A.

Signature

Référence de publication: 2009151393/9.

(090187626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2009.

**Media Entertainment Communication Holding, Société à responsabilité limitée,
(anc. Opportunity Four).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 148.247.

In the year two thousand nine, on the twenty-seventh day of November.

Before Us, Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri HEL-LINCKX, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

There appeared:

Ongoing International (the "Sole Partner"), a société d'investissement à capital variable incorporated under the form of a société en commandite par actions and organised as a specialised investment fund (SIF) subject to the law of 13th February 2007 relating to specialised investment funds, having its registered office at 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, being the sole shareholder of Opportunity Four (the "Company"), a société à responsabilité limitée with registered office at 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg and registered with the Luxembourg Companies and Trade Register under the number: B 148 247, incorporated pursuant to a deed of Maître Joelle Baden, notary residing in Luxembourg, of September 1, 2009, published at the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1980 of October 10,

2009, represented by its general partner, Ongoing International Partners, represented by Mr. Rodrigo de Freitas Branco, Manager,

hereby represented by Mr. Julien Courbis, Avocat, residing professionally in Luxembourg,
by virtue of a proxy given in Luxembourg on November 26, 2009,

which proxy, after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party declared and requested the notary to record that:

I. the Sole Partner holds all the shares in the share capital of the Company so that decisions can be validly taken on all items of the Agenda.

II. The items on which resolutions are to be passed are as follows:

1. Decision to change the corporate name of the Company to: "Media Entertainment Communication Holding", and subsequent amendment of Article 1 of the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:

"There exists a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) under the name of "Media Entertainment Communication Holding" (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation."

2. Decision to change the corporate purpose of the Company to more particularly focus in TMT, media, entertainment and communication, and subsequent amendment of Article 2 of the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:

"The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio, with a particular focus in TMT, media, entertainment and communication.

The Company may further guarantee, grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further act as a general or limited member with unlimited or limited liability for all debts and obligations of partnerships or similar entities.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

The Company may borrow in any kind or form and issue bonds and notes, in accordance with applicable law."

3. Miscellaneous.

III. That the decisions taken by the Sole Partner are as follows:

First resolution

The Sole Partner decides to change of the corporate name of the Company to "Media Entertainment Communication Holding" and to subsequently amend Article 1 of the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:

"There exists a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) under the name of "Media Entertainment Communication Holding" (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation."

Second resolution

The Sole partner decides to change the corporate purpose of the Company to more particularly focus in TMT, media, entertainment and communication, and to subsequently amend Article 2 of the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:

"The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio, with a particular focus in TMT, media, entertainment and communication.

The Company may further guarantee, grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further act as a general or limited member with unlimited or limited liability for all debts and obligations of partnerships or similar entities.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

The Company may borrow in any kind or form and issue bonds and notes, in accordance with applicable law."

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, such proxyholder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le vingt-sept novembre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

A comparu:

Ongoing International (l'«Associé Unique»), une société d'investissement à capital variable constituée sous la forme d'une société en commandite par actions et organisée comme un fonds d'investissement spécialisé (FIS) soumis à la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, ayant son siège social au 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, étant l'associé unique de Opportunity Four (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social à 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro: B 148.247, constituée suivant un acte de Me Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, du 1^{er} septembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1980 le 10 octobre 2009, représentée par son associé gérant commandité, Ongoing International Partners, représenté par Monsieur Rodrigo de Freitas Branco, gérant,

ici représentée par Maître Julien Courbis, Avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,
en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 26 novembre 2009,

laquelle procuration, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise en même temps que celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante a déclaré et requis du notaire instrumentant que:

I. l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société de sorte que les décisions peuvent être valablement prises sur tous les points portés à l'ordre du jour;

II. les points sur lesquels les décisions sont à prendre sont les suivants:

1. Décision relative à la modification de la dénomination sociale de la Société en «Media Entertainment Communication Holding» et modification de l'article 1^{er} des statuts de la Société comme suit: «Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de Media Entertainment Communication Holding (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.».

2. Décision relative à la modification de l'objet social de la Société pour se baser particulièrement sur les TMT, les médias, les divertissements et la communication et modification de l'article 2 des statuts de la Société comme suit:

«La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations, avec une attention particulière pour les TMT, les médias, les divertissements et la communication.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut agir en tant qu'associé gérant commandité ou associé commanditaire avec une responsabilité illimitée ou limitée pour toutes les dettes et obligations de sociétés ou entités similaires.

La Société pourra exercer pour son propre compte ainsi que pour le compte de tiers, toutes activités de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle estimées utiles pour l'accomplissement de ces objets.

La Société peut emprunter sous quelque forme et de quelque nature que ce soit et émettre des obligations et notes en conformité avec la loi applicable.».

3. Divers.

III. l'Associé Unique a pris les décisions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de modifier la dénomination sociale de la Société en «Media Entertainment Communication Holding» et de modifier l'article 1^{er} des statuts de la Société comme suit: «Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de Media Entertainment Communication Holding (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.»

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'objet social de la Société pour se baser particulièrement sur les TMT, les médias, les divertissements et la communication et de modifier l'article 2 des statuts de la Société comme suit:

«La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations, avec une attention particulière pour les TMT, les médias, les divertissements et la communication.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut agir en tant qu'associé gérant commandité ou associé commanditaire avec une responsabilité illimitée ou limitée pour toutes les dettes et obligations de sociétés ou entités similaires.

La Société pourra exercer pour son propre compte ainsi que pour le compte de tiers, toutes activités de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle estimées utiles pour l'accomplissement de ces objets.

La Société peut emprunter sous quelque forme et de quelque nature que ce soit et émettre des obligations et notes en conformité avec la loi applicable.»

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête de cette même partie, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: J. COURBIS et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 3 décembre 2009. Relation: LAC/2009/51993. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial.

Luxembourg, le 8 décembre 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009151734/165.

(090188290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2009.

Klépierre Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 10, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 127.398.

L'an deux mil neuf, le trente novembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de KLEPIERRE LUXEMBOURG S.A., une société anonyme constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 10, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 127.398, constituée suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 20 avril 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 21 juin 2007, numéro 1222 (la «Société Absorbante»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 mai 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 9 juillet 2008, numéro 1687.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Jean-Cédric Charles, licencié en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Corinne PETIT, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Monsieur Raymond THILL, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée a pour:

Ordre du jour:

1. Approbation de la fusion entre la Société Absorbante et Immobiliare Magnolia S.A., en conformité avec le projet de fusion publié en date du 23 octobre 2009;

2. Approbation de la fusion entre la Société Absorbante et Novate S.A., en conformité avec le projet de fusion publié en date du 23 octobre 2009;

3. Approbation de la fusion entre la Société Absorbante et Immobiliare Commerciale Dodicesima S.A., en conformité avec le projet de fusion publié en date du 23 octobre 2009;

4. Première augmentation de capital d'un montant de douze millions six cent quatre vingt cinq mille huit cent soixante euros (EUR 12.685.860) pour le porter d'un montant de trois cent mille euros (EUR 300.000) à un montant de douze millions neuf cent quatre vingt cinq mille huit cent soixante euros (EUR 12.985.860) par apport de tous les actifs et passifs de Immobiliare Magnolia S.A. et émission de un million deux cent soixante huit mille cinq cent quatre vingt six (1.268.586) actions nouvelles ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-). Attribution de ces nouvelles actions à Klépierre S.A., actionnaire unique d'Immobiliare Magnolia S.A.;

5. Deuxième augmentation de capital d'un montant de cinquante cinq millions sept cent quatre vingt quinze mille cinq cent quarante euros (EUR 55.795.540) pour le porter d'un montant de douze millions neuf cent quatre vingt cinq mille huit cent soixante euros (EUR 12.985.860) à un montant de soixante huit millions sept cent quatre vingt un mille quatre cent euros (EUR 68.781.400) par apport de tous les actifs et passifs de Novate S.A. et émission de cinq millions cinq cent soixante dix neuf mille cinq cent cinquante quatre (5.579.554) actions nouvelles ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-). Attribution de ces nouvelles actions à Klépierre S.A., actionnaire unique de Novate S.A.;

6. Troisième augmentation de capital d'un montant de vingt quatre millions quatre mille quatre cent cinquante euros (EUR 24.004.450) pour le porter d'un montant de soixante huit millions sept cent quatre vingt un mille quatre cent euros (EUR 68.781.400) à un montant de quatre vingt-douze millions sept cent quatre vingt cinq mille huit cent cinquante euros (EUR 92.785.850) par apport de tous les actifs et passifs de Immobiliare Commerciale Dodicesima S.A. et émission de deux millions quatre cent mille quatre cent quarante cinq (2.400.445) actions nouvelles ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-). Attribution de ces nouvelles actions à Klépierre S.A., actionnaire unique d'Immobiliare Commerciale Dodicesima S.A.;

7. Quatrième augmentation de capital d'un montant de vingt cinq millions quarante huit mille deux cent quatre vingt dix euros (EUR 25.048.290) par l'émission de deux millions cinq cent quatre mille huit cent vingt neuf (2.504.829) actions nouvelles de la Société Absorbante d'une valeur nominale de EUR 10 chacune, intégralement souscrites par Klépierre S.A.;

8. Suppression de la possibilité pour le conseil d'administration de recourir au capital autorisé et modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société Absorbante;

9. Insertion de dispositions permettant au conseil d'administration de la Société Absorbante de prendre des résolutions écrites par voie circulaire et modification subséquente de l'article 8 des statuts de la Société Absorbante;

10. Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, le mandataire des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées «ne varietur» par le mandataire des comparants.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissent dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

V. Que les dispositions relatives aux fusions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, concernant les sociétés commerciales («LSC»), ont été respectées, à savoir:

1. Publication du projet de fusion établi par les conseils d'administration des sociétés qui fusionnent au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 23 octobre 2009, soit un mois au moins avant la date des assemblées générales appelées à se prononcer sur le projet de fusion.

2. Etablissement d'un rapport écrit par les conseils d'administration de chacune des sociétés qui fusionnent expliquant et justifiant le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange des actions.

3. Conformément à l'article 266 (5) de la LSC, il n'y a pas eu de rapports d'experts indépendants pour chacune des sociétés qui fusionnent.

4. Dépôt des documents exigés par l'article 267 LSC au siège social des deux sociétés un mois avant la date de la tenue des assemblées générales en vue de leur inspection par les actionnaires.

Une attestation certifiant le dépôt de ces documents restera annexée aux présentes.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale approuve les trois projets de fusion, à savoir:

- celui entre la Société et la société anonyme Immobiliare Magnolia S.A., une société anonyme ayant son siège social au 23, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 143.111, tel que ce projet de fusion a été publié et approuvé par les organes de la Société.

- celui entre la Société et la société anonyme Novate S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 23, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 143.110, tel que ce projet de fusion a été publié et approuvé par les organes de la Société.

- celui entre la Société et la société anonyme Immobiliare Commerciale Dodicesima S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 23, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 143.115, tel que ce projet de fusion a été publié et approuvé par les organes de la Société.

Conformément à l'article 266 (5) LSC, la Société Absorbante a décidé de ne pas soumettre les projets de fusion à un expert indépendant, pour chacune des sociétés qui fusionnent.

Les fusions entraînent de plein droit et simultanément la transmission universelle tant entre Immobiliare Magnolia S.A., Novate S.A. et Immobiliare Commerciale Dodicesima S.A., sociétés absorbées et Klépierre Luxembourg S.A. Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif des sociétés absorbées à la Société Absorbante.

Les opérations des sociétés absorbées seront considérées du point de vue comptable comme accomplies, pour le compte de la société absorbante à partir du 30 novembre 2009.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de douze millions six cent quatre-vingt-cinq mille huit cent soixante euros (EUR 12.685.860) pour le porter d'un montant de trois cent mille euros (EUR 300.000) à un montant de douze millions neuf cent quatre-vingt-cinq mille huit cent soixante euros (EUR 12.985.860) par apport de tous les actifs et passifs de Magnolia S.A. et émission de un million deux cent soixante-huit mille cinq cent quatre-vingt-six (1.268.586) actions nouvelles ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-), en rémunération du transfert de l'ensemble du patrimoine de la société Immobiliare Magnolia S.A..

Les actions nouvelles émises par la Société Absorbante en contrepartie de l'apport à celle-ci de tous les actifs et passifs de la société Immobiliare Magnolia S.A sont attribuées à Klépierre S.A., actionnaire unique de Immobiliare Magnolia S.A.

Les actions nouvellement émises sont nominatives et leur inscription au nom de l'actionnaire unique de la société absorbée se fera au registre des actionnaires de la Société Absorbante à partir des présentes.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cinquante-cinq millions sept cent quatre-vingt-quinze mille cinq cent quarante euros (EUR 55.795.540) pour le porter d'un montant de douze millions neuf cent quatre-vingt-cinq mille huit cent soixante euros (EUR 12.985.860) à un montant de soixante-huit millions sept cent quatre-vingt-un mille quatre cents euros (EUR 68.781.400) par apport de tous les actifs et passifs de Novate S.A. et émission de cinq millions cinq cent soixante-dix-neuf mille cinq cent cinquante-quatre (5.579.554) actions nouvelles ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-), en rémunération du transfert de l'ensemble du patrimoine de la société Novate S.A..

Les actions nouvelles émises par la Société Absorbante en contrepartie de l'apport à celle-ci de tous les actifs et passifs de la société Novate S.A sont attribuées à Klépierre S.A., actionnaire unique de Novate S.A.

Les actions nouvellement émises sont nominatives et leur inscription au nom de l'actionnaire unique de la société absorbée se fera au registre des actionnaires de la Société Absorbante à partir des présentes.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de vingt-quatre millions quatre mille quatre cent cinquante euros (EUR 24.004.450) pour le porter d'un montant de soixante-huit millions sept cent quatre-vingt-un mille quatre cents euros (EUR 68.781.400) à un montant de quatre-vingt-douze millions sept cent quatre-

vingt-cinq mille huit cent cinquante euros (EUR 92.785.850) par apport de tous les actifs et passifs de Immobiliare Commerciale Dodicesima S.A. et émission de deux millions quatre cent mille quatre cent quarante-cinq (2.400.445) actions nouvelles ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-), en rémunération du transfert de l'ensemble du patrimoine de la société Immobiliare Commerciale Dodicesima S.A..

Les actions nouvelles émises par la Société Absorbante en contrepartie de l'apport à celle-ci de tous les actifs et passifs de la société Immobiliare Commerciale Dodicesima S.A sont attribuées à Klépierre S.A., actionnaire unique de Immobiliare Commerciale Dodicesima S.A.

Les actions nouvellement émises sont nominatives et leur inscription au nom de l'actionnaire unique de la société absorbée se fera au registre des actionnaires de la Société Absorbante à partir des présentes.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital de la Société Absorbante à concurrence de vingt-cinq millions quarante-huit mille deux cent quatre-vingt-dix euros (EUR 25.048.290) pour le porter d'un montant de quatre-vingt-douze millions sept cent quatre-vingt-cinq mille huit cent cinquante euros (EUR 92.785.850) à un montant de cent dix-sept millions huit cent trente-quatre mille cent quarante euros (EUR 117.834.140) par l'émission de deux millions cinq cent quatre mille huit cent vingt-neuf (2.504.829) actions nouvelles de la Société Absorbante d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10) chacune.

Les deux millions cinq cent quatre mille huit cent vingt-neuf (2.504.829) actions nouvelles de la Société Absorbante ont été intégralement souscrites par Klépierre S.A., susnommée, selon le bulletin de souscription annexé à la procuration mentionnée ci-dessus par l'apport d'une avance de compte courant d'associé, pour un montant global de deux cent cinquante millions quatre cent quatre-vingt-deux mille huit cent quatre-vingt-un euros et vingt et un centimes (EUR 250.482.881,21), dont vingt-cinq millions quarante-huit mille deux cent quatre-vingt-dix euros (EUR 25.048.290) est affecté au capital social de la Société Absorbante et deux cent vingt-cinq millions quatre cent trente-quatre mille cinq cent quatre-vingt-onze euros et vingt et un centimes (EUR 225.434.591,21) est affecté au compte de prime d'émission de la Société Absorbante.

Rapport du réviseur

Conformément aux articles 26-1 et 32-1 (5) de la Loi, la contribution de Klépierre S.A. a fait l'objet d'un rapport émis par la Fiduciaire Patrick Sganzerla S.à r.l., représenté par Monsieur Patrick Sganzerla, concluant:

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur globale de l'apport autre qu'en numéraire de deux cent cinquante millions quatre cent quatre vingt deux mille huit cent quatre vingt un euros et vingt et un centimes (EUR 250.482.881,21) qui correspond au moins au nombre et au pair comptable des actions à émettre en contrepartie pour un montant de vingt cinq millions quarante huit mille deux cent quatre vingt dix euros (EUR 25.048.290) représenté par deux millions cinq cent quatre mille huit cent vingt neuf (2.504.829) actions de la société KLEPIERRE Luxembourg S.A. d'une valeur nominale de EUR 10 chacune et du compte prime d'émission à augmenter d'un montant de deux cent vingt cinq millions quatre cent trente quatre mille cinq cent quatre vingt onze euros et vingt et un centimes (EUR 225.434.591,21).»

Ce rapport restera annexé au présent acte, signé «ne varietur» par les comparants.

En conséquence, l'assemblée générale décide d'approuver la modification de l'article 5 paragraphe 1 des Statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à cent dix-sept millions huit cent trente-quatre mille cent quarante euros (EUR 117.834.140) représenté par onze millions sept cent quatre-vingt-trois mille quatre cent quatorze (11.783.414) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune.»

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer la possibilité pour le conseil d'administration de la Société Absorbante de recourir au capital autorisé.

En conséquence de ce qui précède, l'article 5 des statuts aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à cent à cent dix-sept millions huit cent trente-quatre mille cent quarante euros (EUR 117.834.140) représenté par onze millions sept cent quatre-vingt-trois mille quatre cent quatorze (11.783.414) d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.»

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de permettre au conseil d'administration de la Société Absorbante d'adopter des résolutions par voie circulaire.

En conséquence de ce qui précède, l'article 8 des statuts aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 8.** Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Tout Administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration dans le procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Lors de la prochaine assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, il es spécialement rendu compte des opérations dans lesquelles un des Administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'un Actionnaire Unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'Administrateur Unique, tous ces pouvoirs seront réservés à cet Administrateur Unique.

Le Conseil d'Administration peut à l'unanimité prendre des résolutions écrites ayant le même effet que des résolutions adoptées lors d'une réunion du conseil d'administration dûment convoqué et s'étant régulièrement tenu. Ces résolutions écrites sont adoptées une fois datées et signées par tous les administrateurs sur un document unique ou sur des documents séparés, une copie d'une signature originale envoyée par courrier, télécopie, courrier électronique ou toute autre moyen de communication étant considérée comme une preuve suffisante. Le document unique avec toutes les signatures ou, le cas échéant, les actes séparés signés par chaque administrateur, constitueront l'acte prouvant l'adoption des résolutions, et la date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société Absorbée ou qui sont mis à sa charge en raison de sa fusion avec la Société Absorbante, s'élève à environ six mille deux cents euros (EUR 6.200,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.-C. Charles, C. Petit, R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 décembre 2009, LAC/2009/51717. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2009.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009152621/220.

(090189628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2009.

Novate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 143.110.

L'an deux mil neuf, le trente novembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Novate S.A., une société anonyme constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 23, avenue de la Porte-Neuve L-2227 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 143.110, constituée suivant acte reçu par Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 30 octobre 2008 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 3 décembre 2008, numéro 2892 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le même notaire, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 1^{er} octobre 2009, numéro 1914.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Jean-Cédric Charles, licencié en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Corinne PETIT, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Monsieur Raymond THILL, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée a pour:

Ordre du jour:

1. Approbation de la fusion entre la Société et Klépierre Luxembourg S.A., en conformité avec le projet de fusion publié en date du 23 octobre 2009;

2. Décision de procéder à une dissolution sans liquidation de la Société;

3. Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, le mandataire des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées «ne varietur» par le mandataire des comparants.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissent dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

V. Que les dispositions relatives aux fusions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, concernant les sociétés commerciales («LSC»), ont été respectées) à savoir:

1. Publication du projet de fusion établi par les conseils d'administration des sociétés qui fusionnent au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2085, le 23 octobre 2009 soit un mois au moins avant la date des assemblées générales appelées à se prononcer sur le projet de fusion.

2. Etablissement d'un rapport écrit par les conseils d'administration de chacune des sociétés qui fusionnent expliquant et justifiant le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange des actions.

3. Conformément à l'article 266 (5) de la LSC, il n'y a pas eu de rapports d'experts indépendants pour la fusion avec la Société Absorbante.

4. Dépôt des documents exigés par l'article 267 LSC au siège social des deux sociétés un mois avant la date de la tenue des assemblées générales en vue de leur inspection par les actionnaires.

Le rapport mentionné au point 2 est resté annexé à un procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante reçu par le notaire soussigné en date de ce jour. L'attestation certifiant le dépôt des documents exigés par l'article 267 LSC restera annexée aux présentes.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale approuve le projet de fusion entre la Société et la société anonyme Klépierre Luxembourg S.A., ayant son siège social au 10, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 127.398, tel que ce projet de fusion a été approuvé par les organes de gestion de la Société et publié.

Conformément à l'article 266 (5) LSC, le projet de fusion n'a pas fait l'objet d'un examen par des experts indépendants.

Deuxième résolution

L'assemblée générale constate que suite à la résolution ci-avant et de celle prise par la Société Absorbante en date de ce jour, l'intégralité du patrimoine de la société absorbée est transférée à la société absorbante, tant activement que passivement, avec effet comptable au 30 novembre 2009.

Troisième résolution

L'assemblée générale constate que suite aux décisions concordantes des deux sociétés qui participent à la fusion, la Société est dissoute sans liquidation et cesse d'exister à partir du 30 novembre 2009.

Les livres et documents sociaux de la Société dissoute seront déposés au siège social où ils seront conservés pendant cinq (5) années.

Constatation

Le notaire soussigné, conformément à l'article 271, alinéa 2, de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, sur les sociétés commerciales, a vérifié et atteste par la présente l'existence du projet de fusion et tous les autres actes et exigences formelles imposées à la Société par la fusion projetée.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.-C. Charles, C. Petit, R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 décembre 2009, LAC/2009/51720. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2009.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009152628/84.

(090189642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2009.

Biguel Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 132.530.

DISSOLUTION

L'an deux mil neuf, le vingt-sept novembre.

Par-devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Redange/Attert.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme sous la dénomination de BIGUEL INVEST S.A.

avec siège social sise à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon,

inscrite au registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 132.530,

constituée suivant acte reçu par Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, en date du 12 octobre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 14 novembre 2007, numéro 2.600, page 124.773,

avec un capital social de trente et un mille (31.000,-) euros, représenté par trois mille cent actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-), entièrement souscrites et libérées.

A cet effet a comparu:

La société de droit BVI REMMIE HOLDINGS INC., établie et ayant son siège social à TORTOLA (British Virgin Islands) Road Town, Marcy Building 2nd floor, Purcell Estate,

ici représentée par Madame Claire SABBATUCCI, demeurant professionnellement à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon, le tout en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle procuration restera annexée aux présentes pour être enregistré avec le présent acte.

La dite société étant l'actionnaire unique de la société BIGUEL INVEST S.A., préqualifiée.

La dite partie comparante, représentée comme exposé ci-avant, constate que:

I. Il existe une société anonyme sous la dénomination de BIGUEL INVEST S.A., avec siège social sise à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon, inscrite au registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 132.530, constituée suivant acte reçu par Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, en date du 12 octobre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 14 novembre 2007, numéro 2.600, page 124773.

II. Le capital social intégralement souscrit et libéré est fixé à la somme de trente et un mille (31.000,-) euros, représenté par trois mille cent actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-).

III. La partie comparante est propriétaire de l'intégralité des actions de la dite société.

IV. En tant que seule actionnaire, la soussignée déclare expressément dissoudre et liquider la société à compter de ce jour, celle-ci ayant cessé toute activité.

V. La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, actionnaire unique, déclare par les présentes se nommer personnellement, assumer et accepter, la fonction de liquidateur de la dite société.

Elle déclare par ailleurs:

- avoir réglé ou provisionné tout le passif de la société et

- répondre personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société, même inconnus à ce jour.

VI. La partie comparante déclare encore connaître parfaitement la situation financière et les statuts de la société.

VII. Que la partie comparante donne décharge expresse aux administrateurs, administrateurs-délégués et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'acte notarié.

VIII. Que la soussignée approuve encore par les présentes les comptes pour l'année 2009.

- IX. Que la soussignée remet au notaire les actions au porteur pour destruction.
 X. Que partant la liquidation de la société est achevée.
 XI. Que les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq (5) années au siège social de la société, à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

Déclarations générales

La partie comparante déclare que le notaire instrumentant leur a expliqué les dispositions régissant la procédure de la liquidation des sociétés commerciales telles qu'elle est prévue par la loi sur les sociétés commerciales. Elles ont persisté à procéder par le présent acte.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élève à la somme de HUIT CENT CINQUANTE EUROS (EUR 850,-).

DONT ACTE, fait est passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la représentante de la partie comparante, connue du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, celle-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Sabbatucci, Reuter.

Enregistré à Redange/Attert, le 1^{er} décembre 2009. Relation: RED/2009/1278. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande et aux fins de la publication au Mémorial.

Redange/Attert, le 4 décembre 2009.

Karine REUTER.

Référence de publication: 2009153249/63.

(090188322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2009.

Bargitom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 110.636.

DISSOLUTION

L'an deux mil neuf, le vingt-sept novembre.

Par-devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Redange/Attert.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme sous la dénomination de la société anonyme Bargitom S.A.

avec siège social sise à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon,

inscrite au registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 110.636,

constituée suivant acte reçu par Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, en date du 14 septembre 2005,

publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 6 janvier 2006, numéro 40, page 1876,

avec un capital social de trente-deux mille euros (EUR 32.000,-), représenté par trois mille deux cents (3.200) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) par action, entièrement souscrites et libérées.

A cet effet a comparu:

La société de droit BVI REMMIE HOLDINGS INC., établie et ayant son siège social à TORTOLA (British Virgin Islands) Road Town, Marcy Building 2nd floor, Purcell Estate,

ici représentée par Madame Claire SABBATUCCI, demeurant professionnellement à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon, le tout en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle procuration restera annexée aux présentes pour être enregistré avec le présent acte.

La dite société étant l'actionnaire unique de la société Bargitom S.A., préqualifiée.

La dite partie comparante, représentée comme exposé ci-avant, constate que:

I. Il existe une société anonyme sous la dénomination de BARGITOM S.A., avec siège social sise à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon, inscrite au registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 110.636, constituée suivant acte reçu par Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, en date du 14 septembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 6 janvier 2006, numéro 40, page 1876.

II. Le capital social intégralement souscrit et libéré est fixé à la somme de trente-deux mille euros (EUR 32.000,-), représenté par trois mille deux cents (3.200) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) par action, entièrement souscrites et libérées.

III. La partie comparante est propriétaire de l'intégralité des actions de la dite société.

IV. En tant que seule actionnaire, la soussignée déclare expressément dissoudre et liquider la société à compter de ce jour, celle-ci ayant cessé toute activité.

V. La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, actionnaire unique, déclare par les présentes se nommer personnellement, assumer et accepter, la fonction de liquidateur de la dite société.

Elle déclare par ailleurs:

- avoir réglé ou provisionné tout le passif de la société et
- répondre personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société, même inconnus à ce jour.

VI. La partie comparante déclare encore connaître parfaitement la situation financière et les statuts de la société.

VII. Que la partie comparante donne décharge expresse aux administrateurs, administrateurs-délégués et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'acte notarié.

VIII. Que la soussignée approuve encore par les présentes les comptes pour l'année 2009.

IX. Que la soussignée remet au notaire les actions au porteur pour destruction.

X. Que partant la liquidation de la société est achevée.

XI. Que les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq (5) années au siège social de la société, à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

Déclarations générales

La partie comparante déclare que le notaire instrumentant leur a expliqué les dispositions régissant la procédure de la liquidation des sociétés commerciales telles qu'elle est prévue par la loi sur les sociétés commerciales. Elles ont persisté à procéder par le présent acte.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élève à la somme de HUIT CENT CINQUANTE EUROS (EUR 850,-).

DONT ACTE, fait est passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la représentante de la partie comparante, connue du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, celle-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Sabbatucci, Reuter.

Enregistré à Redange/Attert, le 1^{er} décembre 2009. Relation: RED2009/1279. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande et aux fins de la publication au Mémorial.

Redange/Attert, le 4 décembre 2009.

Karine REUTER.

Référence de publication: 2009153250/65.

(090188315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2009.

Invista European Real Estate Trust SICAF, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement à Capital Fixe.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 108.461.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de considérer comme nulle et non avenue la publication, dans le Mémorial C n° 2426 du 14 décembre 2009, pages 116411 à 116418, de l'avis de convocation des actionnaires à une seconde assemblée générale extraordinaire fixée au 29 décembre 2009.

Référence de publication: 2009154052/755/11.

VB Hamm Spezialfonds Nr. 2, Fonds Commun de Placement.

Mitteilung an die Anteilhaber des Investmentfonds VB Hamm Spezialfonds Nr. 2

Hiermit werden die Anteilhaber darüber informiert, dass der spezialisierte Investmentfonds VB Hamm Spezialfonds Nr. 2 (WKN: A0RGJX, ISIN: LU0418270848) mit Wirkung zum 27. November 2009 liquidiert wurde. Die Auflösung des Fonds erfolgt zum 15. Dezember 2009.

Luxemburg, den 11. Dezember 2009.

IPConcept Fund Management
S.A.

Référence de publication: 2009154061/755/11.

@gents doubles S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 125.142.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 novembre 2009.

Référence de publication: 2009149354/10.

(090180617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2009.

Bombardier Transportation Luxembourg Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 73.989.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 56757 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2009149356/12.

(090180800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2009.

Innova RS Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 139.627.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2009.

Référence de publication: 2009149349/10.

(090180632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2009.

Reynolds Consumer Products (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 148.959.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 56700 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2009149355/12.

(090180752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2009.

Elite Advisers, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 39, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 124.371.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009149448/10.

(090180475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2009.

Pradel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 82.625.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009149451/10.

(090180468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2009.

Compagnie Holding d'Investissement des Indes Occidentales S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 78.908.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24/11/09.

Signature.

Référence de publication: 2009149470/10.

(090180680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2009.

Otim S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4086 Esch-sur-Alzette, 41, boulevard Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg B 132.814.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009149472/10.

(090180672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2009.

Faracha Equities, Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 1, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 120.536.

*Extrait de la résolution prise par l'Administrateur Unique, le 30 octobre 2009*Décision de transférer le siège social de la Société à l'adresse suivante avec effet au 1^{er} décembre 2009:

- 1, rue du Fort Rheinsheim à L-2419 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2009.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2009149689/14.

(090181751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2009.

T Management, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9905 Troisvierges, 8, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 137.180.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009149474/10.

(090180669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2009.